

UKRAINE

Du même auteur

Russie, l'État carnivore, Denoël, 1998

Russie, d'un état l'autre, éditions de l'Aube, 1995

La Pologne, un pays dans la tête, éditions Encre, 1984

ANNIE DAUBENTON



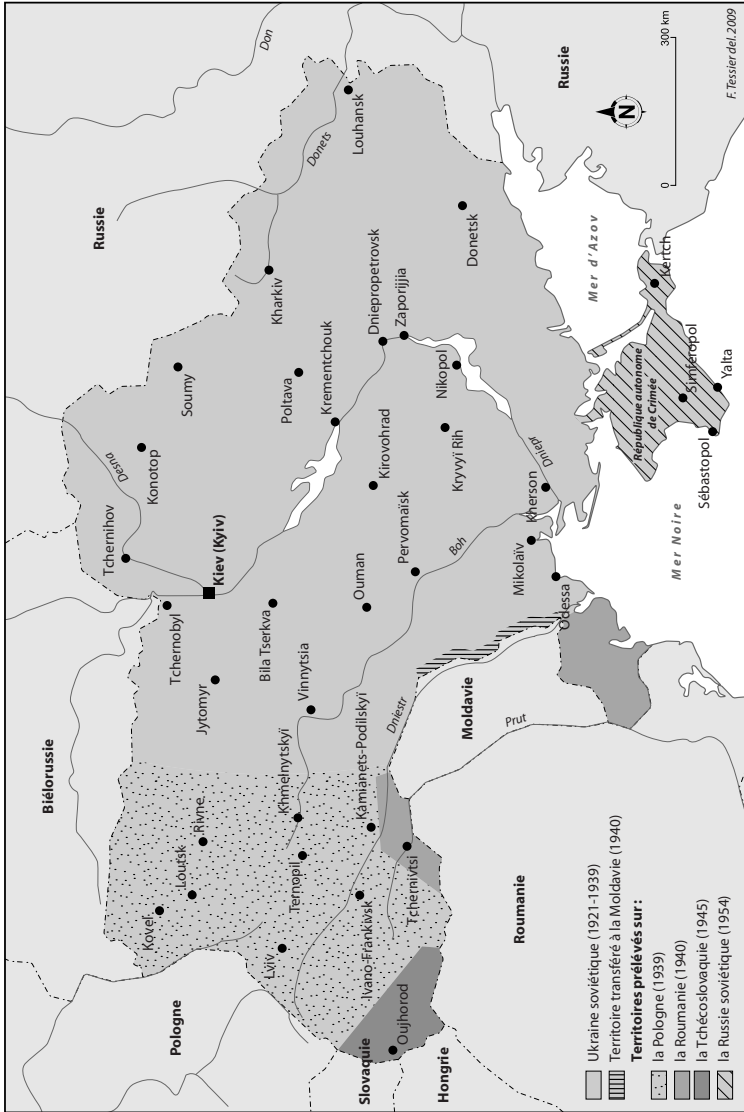
UKRAINE

L'indépendance à tout prix

Nouvelle édition
revue et augmentée

BUCHET • CHASTEL

© Buchet/Chastel, 2009
© Libella, Paris, 2014
ISBN 978-2-283-02798-1



1. Évolution historique du territoire ukrainien au xx^e siècle

F. Tester del. 2009

Avant-propos à la présente édition

L'actualité ressemble parfois à une vieille histoire et autorise presque à en parler au passé : chaque épisode renvoie au précédent, contribuant à former un ample mouvement qui se préparerait, en Ukraine, sur le terrain, depuis vingt-cinq ans et renouerait en quelques mois avec des siècles d'histoire. L'actualité s'est jouée du temps.

Elle ne peut se résumer ni se comprendre en suivant le seul déroulé des faits : c'est une sorte de Rubik's Cube en cours de manipulation, dans tous les sens du terme. Aucune face ne peut y trouver seule sa place. La société, le pouvoir, les États voisins, secouent cette énigme dans l'espoir d'en faire jaillir la configuration souhaitée.

Maïdan tente de trouver la forme d'une nouvelle agora, où chaque voix compte, où chaque fait, du plus simple au plus vital pour le pays, lui est soumis.

Elle cherche ainsi à donner sa forme propre depuis 1989, puis en 2000, en 2004 et en 2013, à cet être hybride issu d'un côté du post-soviétisme, de l'autre des traditions européennes, depuis la Révolution française jusqu'aux révolutions de velours.

C'est d'une libération qu'il s'agit, qui ne se voulait pas fracassante au départ, mais la sortie d'un carcan par un biais ou un autre. Sans se déguiser ni se renier pour

autant, celui-ci a pris, dans la bataille, différentes formes : révolution, renversement du pouvoir, ébranlement du territoire. Ce n'était plus la naissance d'une société civile, mais plutôt son insurrection, par les mots d'abord – les tirs n'ont été que des pièces rapportées. Ce soulèvement des consciences est profond, au point que personne ne sait exactement à quel niveau il se situe, ce qui le fait se mouvoir ni comment arrêter cette course. Tout ce qui se trouvait à portée a été utilisé : pierres ou projets de lois. On a jeté à voix haute le nom de valeurs presque oubliées – justice, vérité, honnêteté –, lesquelles prenaient soudain la force de projectiles.

À ces mots, la propagande du Kremlin en a renvoyé d'autres, également comme des armes : « fascistes », « extrémistes », « nazis », « banderistes ». Ce fut la guerre des injures, dont l'Occident s'emparait parfois pour se débarasser de ces gêneurs qui tentaient de gripper la machine de la stabilité et du confort perpétuel.

De la défense de la langue russe invoquée par Moscou – qui pouvait sembler une révolte de grammairiens –, on passait à une autre qui tentait d'attraper en toute hâte les formes de la légalité : certaines institutions ukrainiennes locales auraient ainsi souhaité, selon le Kremlin, rejoindre les énoncés des autonomistes, indépendantistes, séparatistes, fédéralistes – on ne savait plus trop comment les nommer. N'avaient-ils pas, eux aussi, droit à leur liberté et à leur vérité ? La supercherie glissait avec une dextérité, une rapidité, tentant ainsi de brouiller les pistes.

D'une révolution, allait-on passer à un coup d'État, du démembrement d'un territoire à un ébranlement géopolitique ? Serait-ce à dire que les valeurs de vérité, de justice, nettoyées de la banalité de leur usage, deviendraient si puissantes ?

L'Ukraine ne semblerait-elle pas bien prétentieuse à vouloir changer la face du monde avec des pétards nommés Europe, corruption ou injustice ?

Il peut sembler étrange qu'un pays coure après la démocratie, alors que l'on tente de lui prendre des morceaux de son territoire. Cette course-poursuite entre l'aspiration démocratique et l'état d'occupation lui rappelle pourtant bien des souvenirs. La population hésite, tente de grimper au sommet de l'histoire, puis se laisse glisser, alternant exaltation, soumission à la fatalité, idéalisme, jusqu'au-boutisme, résignation, tout cela dans un ordre inattendu. De ce point de vue, le Kremlin n'a pas tort de parler d'imprévisibilité, mais celle des humeurs du monde est la meilleure cache pour contrer l'ennemi. On ne marche pas à découvert quand des petits hommes verts peuvent surgir à chaque virage, tomber du ciel ou se faire passer pour des Martiens.

Ce *story-telling* qu'aucun chef de marketing politique, même le plus malin, n'aurait pu imaginer, tient en haleine. Quel en sera le prochain épisode ? Il ne s'agit pas d'une série, mais de la réalité d'un scénario auquel chaque force contribue, tentant d'influer sur ce fameux cours de l'histoire.

De quoi s'agirait-il ? Est-ce vraiment une guerre civile face à une guerre civilisationnelle en costume de ville ? Nul n'a réponse à ces questions, et heureusement. Aux Ukrainiens de les inventer et de ne surtout pas les livrer à l'ennemi, d'avancer eux aussi cachés, toujours, et imprévisibles, perpétuellement.

16 avril 2014

Introduction

Le pays ou la démocratie est un roman (inachevé)

Née, dans sa forme la plus achevée, de l'éclatement de l'URSS, l'Ukraine occupe une position clé, à la confluence de trois ensembles : à l'ouest, une Europe élargie depuis 2004 et posant à ses frontières les bases d'une démocratie émancipée, à l'est une Fédération russe riche en ressources mais dont le régime se durcit, au sud un Caucase en convulsion, montrant pourtant avec la Géorgie une orientation nouvelle ; à cette position stratégique correspondent trois « systèmes » de proximité : une démocratie à l'européenne, un système oligarchique et une expérience réformatrice, si chaotique et brutalisée soit-elle.

État mal connu ou seulement sous la forme de quelques clichés, l'Ukraine vit son indépendance, reconnue en 1991, de façon au moins formelle, tandis que sa souveraineté était souvent mise à mal.

Il faut dire que plusieurs tremblements de terre avaient déjà ébranlé cet espace : le pacte de Varsovie ne figurait plus que dans les livres d'histoire et l'URSS était entrée dans un processus d'éclatement dont les formalités semblaient pouvoir se régler en quelques mois.

Ce qui avait suivi – « transition », « postsoviétisme » – ouvrait une période qui n'avait de nom que par défaut. Deux impératifs étaient énoncés : le premier était l'économie de marché et le second devait trouver sa réalisation la plus visible avec la tenue de scrutins réguliers et le rôle d'un Parlement librement élu. Les richesses de l'État antérieur à qui tout appartenait – biens et consciences – devaient être équitablement restituées ; autour de ce qui demeurait ce Centre – au moins au sens géographique –, les républiques émancipées avaient reçu la charge de construire leur État avec les éléments se trouvant sur place.

Le phénomène ne fut pas aussi salvateur que l'Ouest l'avait rêvé, qui se réjouissait déjà de la fin de cette « guerre froide » dont il s'était malgré tout bien protégé. Même si la transition s'avérait moins cruelle que le régime précédent, on était encore éloigné des classiques de la démocratie, même ajustée aux paramètres locaux.

On peut trouver étrange que l'Ukraine ait soudain tenté en 2004 de rompre des rapports de force bien rôdés alors qu'elle s'était précédemment pliée aux avantages et perversions de cet épisode qui avait duré plus que de raison.

Sans doute apparaissait-elle sur la carte géopolitique du monde marquée du signe du malentendu. Si Montesquieu avait posé cette question à la fois philosophique et étonnée : « Comment peut-on être persan ? », nul ne se serait aventuré à demander comment l'on pouvait être ukrainien. Ce jeune État, héritier de la principauté kiévienne ou Rus qui donna ensuite son nom à son voisin « moscovite », ne devait-il pas, comme par la vertu d'une loi imposée par la nature, ne faire qu'un avec lui ? Le frère cadet faisait toutefois de plus en plus d'ombre à l'aîné.

Il fallut donc sortir d'une similitude de façade et montrer sa différence, ce qui n'était pas une mince affaire. Cela s'exprima d'abord en mode mineur – si mineur

que Moscou se gardait bien d'en répercuter le bruit, de crainte que des aspirations semblables ne contaminent sa propre évolution –, depuis une *perestroïka* poussée au bout de sa logique jusqu'aux convulsions « orange » de l'hiver 2004.

C'était aussi sans compter – ou en faisant passer par pertes et profits – les sédimentations historiques qui avaient contribué à façonner cet espace, de façon non homogène, avant qu'il constitue un État. Dans la période moderne, celui-ci était issu de la confluence des empires, puis de leur désagrégation qui avait laissé pour compte, dans la tourmente, des entités qui n'étaient plus que culturelles, pièces d'un puzzle dont le cadre s'était transformé : ainsi de la Galicie, de la Bucovine, de la Bessarabie, de la Podolie ou de la Volhynie, partagées entre Pologne, Russie, Roumanie, Autriche, et ayant en commun l'expérience de territoires « entre les autres ».

Alors qu'il n'était qu'en préfiguration, l'État ukrainien avait pâti et bénéficié de plusieurs formes de référence, exemples ou contre-exemples, et pouvait ainsi récapituler sur son sol, au début du XXI^e siècle, différents modes de gestion de l'État.

Cet espace, champ de bataille pendant des siècles, semblait aussi sortir de toutes les guerres qui avaient ravagé territoires et populations – guerre civile, holocauste, grande guerre patriotique¹ – menées avec lui et contre lui, aux conséquences dramatiques, et dont les avenants avaient été gelés par la guerre froide, pétrifiant l'histoire, contribuant à en fournir une vision unilatérale et la recouvrant d'un voile opaque.

1. Appellation soviétique de la Seconde Guerre mondiale (à partir de la rupture du pacte germano-soviétique en 1941).

La perspective européenne, réclamée dans la période la plus contemporaine, relevait aussi – même à tâtons – de cette aspiration-là : elle offrait une réorientation prometteuse, l’abolition des paramètres idéologiques passés, le renoncement à des tentations obsolètes. « Cette expérience, devait dire Bronislaw Geremek¹, nous rapproche du projet européen pour une raison très particulière. Le communisme, nous l’avons abattu ; mais les cadavres du communisme restent [...]. Il y a une certaine pathologie du postcommunisme qui est la tentation nationaliste. Contre cette tentation, la force de l’idée européenne nous semblait le bon instrument. »

★

Si la question de la construction et de la démocratisation de l’État ukrainien indépendant s’est posée précocement, on peut même dire avec détermination, les métamorphoses de ce dernier n’ont pourtant pas échappé à toutes les dérives, malentendus, opportunités gâchées, dont l’histoire a le secret. Les quiproquos n’ont pas manqué entre indépendance et souveraineté, entre nouveau régime et démocratie, entre l’abolition d’un système et la mise en place d’un autre qu’il s’agissait de définir, et même au sein du mouvement réformateur qui n’est pas exempt de contradictions.

Le partage des biens d’État n’a pas été pourvoyeur comme par miracle de justice sociale ; que cette « répartition » ait profité à quelques-uns pose moins un problème que la domination de ce qui s’est constitué comme une oligarchie, devenant, face à un certain vide, un système de substitution. Ce partage des biens, conçu au départ comme une étape parallèle à la création d’institutions

1. France Culture, 28 août 2005.

qui administrent, érigent des règles, régulent le marché et les mœurs, a fini lui aussi par former un régime par défaut : les fortunes bâties à la hâte sont essentiellement caractérisées par leur décrochage de la réalité économique – production ou investissement. D’une certaine manière et bien différemment d’à l’Ouest, des formes économiques se constituent qui viennent bientôt concurrencer, puis contredire la formation de l’État : zones offshore, avantages fiscaux, exemptions, acquisitions à grande échelle par des « initiés » contribuent à vider le budget de sa substance, voire même à se substituer à lui – une situation amplifiée par l’absence d’institutions rénovées et de véritables contre-pouvoirs.

Ceux qui se sont organisés en pôles oligarchiques ont financé les partis, tous les partis, afin de profiter de la protection du gagnant, les renforçant ou les multipliant, créant ou consolidant de nombreuses formations n’ayant que peu de rapport avec la politique. L’argent « sale » a gagné du terrain, laissant le plus souvent les institutions loin derrière lui.

Certains s’interrogeaient : à quoi bon avoir aboli le régime soviétique pour se retrouver dans cette impasse sans nom, sans lois ? C’était oublier qu’il avait été mis fin à un régime totalitaire, meurtrier et qu’il s’agissait seulement d’imaginer la suite.

Au diagnostic manquant, faiblement émis par les institutions internationales ou la nouvelle classe dirigeante, s’est ponctuellement substitué celui de la société, toutes catégories confondues, qui dénonce ses droits usurpés, et tente de faire entendre ses aspirations.

Ce qui s’est appelé en 2004 la « révolution orange » a connu plusieurs épisodes annonciateurs : les grèves estudiantines de 1990 avaient été pionnières, mais c’est à partir

des années 2000 que la contestation s'est formulée de façon régulière.

La population cria d'abord « honte ! » en découvrant les forfaitures du régime Koutchma, puis scanda : « Iouchtchenko, *tak* ! oui ! ». Le cri de révolte devint une marque de fabrique, un logo. Ne resta plus que la couleur dont chacun se détourna.

Le mouvement n'a pas été suivi des lendemains qu'il promettait.

*

Pour le déplorer ou pour en rire, il faut souligner le caractère romanesque de ces épisodes de l'histoire du pays, dont les fils narratifs vont se bousculer les uns les autres, constituant sans le vouloir et a posteriori un récit riche en rebondissements. Une autre histoire s'impose que celle écrite par les conseillers politiques ou préparée par les jeunes en contact avec leurs homologues de Belgrade ou de Tbilissi, donnant en passant une claque à ces « futurologues » du KGB qui avaient pourtant plusieurs longueurs d'avance dans l'élaboration de scénarios politiques.

Surgit ainsi le phénomène le plus dérangeant qui soit pour un pouvoir autoritaire : l'inattendu.

La révolution orange est une surprise par rapport à la victoire quasi planifiée du favori du Kremlin, Viktor Ianoukovitch, mauvaise nouvelle pour Moscou, stupéfaction pour le monde occidental. L'histoire semble alors adopter un mode narratif qui échappe à tous, y compris à ses principaux acteurs. On ne compte plus les renversements de situation suscités autant par l'habileté de la population que par l'opacité du système : d'un côté, des « enregistrements » effectués dans le bureau du président, ébruités par petits morceaux, vont raconter la saga de la

chute du régime Koutchma ; de l'autre, le scénario du Kremlin prépare sur le terrain kiévien l'avènement d'un personnage faiblement apprécié de la population, Viktor Ianoukovitch. Puis tout s'emmêle : l'empoisonnement du candidat Iouchtchenko à la dioxine – l'« agent orange » –, la mobilisation au centre de Kiev, dépassée par la population qui lui donne une ampleur que nul n'avait prévue ; le retour de Ianoukovitch, toujours soutenu par le Kremlin, et qui mêle décidément son destin à celui de l'État dans une sorte de cohabitation au sein de l'exécutif, avant d'en être de nouveau écarté.

Parallèlement se déroule le feuilleton de Gazprom qui ruse avec la logique des tuyaux, interrompt les livraisons en fonction de dettes hypothétiques – et parfois réelles –, tandis que son homologue ukrainien stocke, met en réserve et redistribue ce gaz à prix d'or, l'un se servant de la production comme arme, l'autre du transit, alors que l'Europe grelotte et bientôt les maudit tous.

Il faut reconnaître que l'action est servie par de solides personnages : Ioulia Tymochenko, égérie de la première heure, enrichie dans les années 1990, menant ensuite bataille contre les oligarchies et pour la démocratie, patriote, pactisant quand il le fallait avec les forces antagonistes – Parti des régions ou Kremlin – pour tenter de dénouer l'imbroglio dans lequel le pays se trouve bloqué. Au côté de « la femme à la natte », et souvent en rivalité avec elle, Iouchtchenko, l'homme au visage grêlé, qui dit porter ainsi, visible, la trace de l'ancien régime. Sans oublier la vaste carrure du gouverneur de la région de Donetsk, Viktor Ianoukovitch... Moins connue, la Rada ou Chambre des députés, actrice intermittente de la vie parlementaire en raison des crises, des blocages, des dissolutions, attire l'ironie de la population qui la qualifie de chambre somnolente et oisive. La société civile, enfin, est un personnage collec-

tif qui contribue à fabriquer des héros, même si c'est en nombre disproportionné, quitte à les disqualifier.

La vie quotidienne de la république est mouvementée : dans cette agitation, si désordonnée et contradictoire qu'elle puisse parfois sembler, réside son caractère encore libre, souple, malléable, tout l'inverse d'un régime autoritaire et figé.

La population a désormais le privilège de se perdre, comme ses dirigeants, dans les méandres des corps d'État, jusqu'alors assoupis et qui ne semblent avoir été réactivés que pour servir de munitions aux « démocrates » : Cour constitutionnelle, Cour d'appel, Procuration, Commission électorale centrale sont censées juger de la conformité des actions des différentes branches du pouvoir ; elles ne sont souvent que des pièces changeant de place et de rôle pour assurer le spectacle de la bataille électorale.

*

Cette histoire s'étant dessinée en rond – alors que chacun la croyait partie pour la linéarité –, une suite de séquences effectuant des allers-retours a été préférée à la chronologie, permettant de revenir sur certains faits têtus, tentant de juxtaposer des domaines divers comme l'architecture et la vie de la société, l'histoire ou la littérature, pour entrer dans l'esprit de cette quête où l'État et la société se cherchent, parfois se rencontrent, et où le paradoxal le dispute à une forme d'idéalisme.

Aux questions posées dans les deux derniers chapitres (« L'oligarchie est-elle soluble dans la démocratie ! » et « Comment se déprendre de l'Union soviétique »), on comprendra qu'il n'est répondu que de façon dubitative et provisoire.

LE PAYS OU LA DÉMOCRATIE EST UN ROMAN

Mais indépendamment du fait que l'on ne connaisse jamais la fin de l'histoire – contrairement aux romans –, l'éclatement de l'URSS est long, volcanique, inattendu et, semblable aux éruptions, peut à chaque instant être sujet à de nouveaux sursauts lançant des éclats à l'entour.

La désunion dans tous ses états

C'est le système totalitaire qu'il faut casser

*Mère Moscovie, merci,
mais nous souhaiterions être orphelins.*

Slogan de l'indépendance

Les signes prémonitoires n'avaient pas manqué, mais ils étaient passés presque inaperçus. Dès la fin des années 1980, Moscou et Kiev vivaient des mutations politiques différentes.

La *perestroïka* arrive avec retard dans la république socialiste d'Ukraine qui doit attendre 1989 pour que soit nommée une direction conforme au nouveau cours. Les leaders communistes ukrainiens n'éprouvent aucune attirance pour une politique de réforme qui menacerait leurs intérêts ; et Moscou freine dans la province tout ce qui pourrait favoriser ce vent de liberté appelé par la propagande « dérives nationalistes », « indépendantistes » ou « sécessionnistes ».

C'est donc au siège de l'Union des écrivains que s'engagent les débats à Kiev. Ce lieu officiel, plutôt habitué aux déclamations littéraires et poétiques qu'à la vie strictement politique, reste à l'abri du pouvoir et la liberté de parole qui commence à y régner tranche sur la monotonie

des séances du Soviet suprême ; la maison sera bientôt surnommée « le Parlement libre d'Ukraine ». Aux personnages connus de la vie intellectuelle ukrainienne se mêlent les groupes les plus divers ou les prisonniers politiques qui viennent juste d'être libérés. Commencent à s'articuler les idées de souveraineté et d'indépendance : économie, armée, monnaie, diplomatie, langue... Des études et documents sont rédigés, comme celle intitulée « Principes de construction d'un État ».

Vu de Moscou, les raisons d'être de cet État sont loin d'être évidentes. Le centre de l'Union est en train d'opérer ce qu'elle ressent comme la deuxième révolution de son histoire : la démocratisation d'une entité jusqu'alors formée sur le principe d'un parti unique – le Parti communiste – et son « rôle dirigeant ». Mais l'essentiel des débats se concentre sur la sauvegarde de cette entité, tendant à éclipser démocratisation et réforme. Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine sont engagés dans une course pour le pouvoir où se joue le devenir de l'État. L'un est devenu en mars 1990 président de l'Union soviétique, le second est élu un an plus tard président de la République soviétique de Russie au suffrage universel – une première qui lui offre une légitimité supplémentaire.

Union rénovée, renouvelée, traité d'union, union d'États souverains... Gorbatchev est à la recherche de la combinaison qui rencontrera le moins de résistance. Au Kremlin, il reçoit des délégations qui le rassurent : « Ni la Crimée, ni les mineurs de Donetsk qui m'ont rendu visite, confie-t-il, ne permettront aux "indépendantistes" de prendre le dessus. »

Le coup d'État d'août 1991¹ va mettre fin aux illusions sur la meilleure manière d'accompagner l'évolution

1. Le putsch (19 août 1991) initié par la ligne dure du pouvoir, tente de mettre à l'écart Mikhaïl Gorbatchev et de prendre le contrôle du pays. Il est déjoué en trois jours.

de l'Union. Mais au-delà de ce constat, rien n'est réglé, à commencer par la question du système politique.

Deux semaines après le putsch, une session extraordinaire du Congrès des députés du peuple est convoquée à Moscou. Les débats sont retransmis en direct à la télévision, sur l'ensemble du territoire alors uni, et ne manquent pas de véhémence. L'assemblée est colorée : les députés sont venus des quatre coins du monde soviétique, certains en costume traditionnel. C'est la phase finale d'un éclatement annoncé et chacun le sait.

Dans une passion extrême, on assiste à la fois à la désintégration du pays et à la fin d'un système, sans clairement distinguer les deux, ni ce qui va suivre. Cette étrange session du Soviet suprême est traversée d'échanges qui trahissent pourtant la gravité du moment. Le coup d'État à Moscou n'a pas été commis par des amateurs, précise un député, il vient du cœur des institutions : « C'est le système totalitaire qu'il faut casser. » Les républiques, ajoute-t-il, craignent maintenant de devenir des « sœurs cadettes ».

À la tribune, Mikhaïl Gorbatchev continue de plaider en faveur du maintien de l'Union, reprenant les termes du traité dont le coup d'État a empêché la ratification. Puis il se laisse submerger par cette émotion contre laquelle il avait lui-même mis l'assemblée en garde : « L'empire soviétique s'écroule, dit-il, il y a des républiques qui veulent partir de manière spectaculaire. En ce qui concerne l'Ukraine, ce ne peut être qu'une sorte de réaction au putsch... [Après un moment d'hésitation :] Je ne veux pas y croire. »

L'Ukraine est alors une république mal connue en Russie¹, considérée à la fois comme semblable et subordonnée,

1. En dépit des stéréotypes sur la similitude entre la Russie et l'Ukraine, la connaissance réciproque est basse. En juillet 1922, Lénine adresse une directive à Staline : « Kharkov [alors capitale de l'Ukraine]

souvent affublée de qualificatifs péjoratifs : ces « Petits-Russiens » font certes partie intégrante de l'empire, mais ne doivent pas oublier qu'ils n'en sont que la province. « En réalité, les Ukrainiens sont comme nous, rectifie un député russe durant cette même session, mais eux ne pensent pas qu'ils le sont. »

L'Union est en train de vaciller et envoie ses dernières injonctions. Boris Eltsine, qui avait encouragé les populations à « avaler » autant d'autonomie qu'elles le pouvaient, fait savoir au moment de la déclaration d'indépendance de l'Ukraine que la Russie « se réserve le droit de poser la question des frontières » avec les républiques qui s'émanciperaient, à l'exclusion des trois États baltes.

Une délégation est envoyée sur le champ à Kiev, afin de persuader la sœur cadette qu'elle fait fausse route. À sa tête, le président du Parlement soviétique Alexandre Routskoï, accompagné du maire de Moscou Gavriil Popov, du maire de Leningrad Anatoli Sobtchak, de Galina Starovoïtova alors en charge de la question des nationalités, tous adeptes – malgré des sensibilités politiques différentes – d'un retour de la république dans le giron russe. Les contestations territoriales sont au centre du débat : Gavriil Popov déclare que 40 % de l'Ukraine doivent rester entre les mains de la Russie et Galina Starovoïtova considère que la Crimée¹ – rattachée officiellement à la république en 1954 – n'appartient pas à l'Ukraine.

Les discussions sont âpres. Mais les républiques larguent les amarres les unes après les autres. Il n'y a plus d'espoir

pourrait être pillée – nous ne le saurions pas ; c'est un “pays étranger” pour nous.» (*in* « The Unknown Lenin : From the Secret Archiv », Richard Pipes, Yale University Press, 1999).

1. La presque île fut « offerte » par Nikita Khrouchtchev à l'Ukraine pour marquer le 300^e anniversaire de la réunification de la Russie et de l'Ukraine.

de retour : le « départ » de l'Ukraine va marquer la fin d'une certaine idée de grandeur, du moins territoriale.

Le 8 décembre, les quatre présidents russe, biélorusse, ukrainien et kazakh déclarent que l'URSS a cessé d'exister en tant que sujet de droit international et signent dans la foulée un accord créant la Communauté des États indépendants (CEI). Au sein de ce nouvel ensemble, Boris Eltsine assure qu'il n'y aura pas d'hégémonie russe. « Nous sommes égaux parmi les égaux », lance-t-il, dans une formule toute socialiste. Pourtant cette communauté nouvelle que le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev surnomme malicieusement la « structure de démontage civilisé » de l'URSS devient plutôt l'instrument d'un possible « remontage » de l'Union sous une autre forme.

Indépendance de 18 à 23 heures

*Les Ukrainiens veulent bien être les frères des Russes,
mais pas des frères partageant leur esclavage.*

SÉBASTOPOL, pour l'Euro-révolution, 2014

Né au sein de l'Union des écrivains, surnommé le « parlement libre » de Kiev, le Roukh est d'abord un mouvement social et de renaissance culturelle. À sa création, il rassemble différentes organisations scientifiques et de défense des droits de l'homme : les dissidents ukrainiens s'y retrouvent, ainsi que de nombreux membres des organisations informelles dont la *perestroïka* a favorisé le développement¹. À la fin de 1990, le mouvement compte plus de six cent mille membres,

1. On peut voir, dans cette structure alternative, les prémices des initiatives qui marqueront les mouvements des années 2000, de la Révolution orange de 2004, puis de l'Euro-révolution de 2013-2014.

majoritairement des Ukrainiens de l'Ouest et de Kiev, et forme la première opposition démocratique du pays. S'il ne devient parti politique qu'en 1992, son ascension est rapide dans cette période de bascule entre deux régimes.

Lors des élections « semi-démocratiques » de mars 1990, il remporte le quart des sièges de l'assemblée. Son audience lui permet ainsi d'accéder à d'importantes administrations ou institutions dont certains opposants prennent la tête.

Si cette nouvelle force démocratique tient une place non négligeable dans ces débuts du multipartisme, un ensemble infiniment plus puissant plaide pour la cause inverse en faisant obstacle par ses votes aux lois favorisant un changement de régime ; son leader en est Oleksandr Moroz, et il est surnommé, par le nombre de voix qu'il rassemble régulièrement, « le groupe des 239 » ou « l'ancienne direction ».

Au sein du Soviet suprême de la république, deux forces principales sont ainsi constituées : d'un côté ceux qui se rallient à une « souveraineté soviétique », de l'autre un groupe qui défend un changement de régime en douceur, les légitimistes du futur État ukrainien. Dans l'assemblée, les élus sont répartis selon leurs régions et non leur affiliation politique, facilitant ainsi les échanges. Cette proximité favorise l'émergence d'un pôle modéré où les réformateurs détiennent désormais une place importante.

Le coup d'État à Moscou, le 19 août 1991, radicalise pourtant les positions de chacune de ces formations. Le Roukh se réunit en congrès à l'Institut polytechnique de Kiev à la fin août. L'assemblée est présidée par Ivan Dratch, écrivain et principale figure du mouvement. Pour l'heure, le plus urgent est de former des partis et de présenter des candidats à la présidence. Au sein de ce qui était, hier encore, un vaste cercle majoritairement fréquenté par des intellectuels, certains ne cachent pas leur hésitation.

« Peut-être n'aimez-vous pas ce mot, dit un intervenant, mais il faut constituer un parti d'un type large, comme le font les Américains. » Le débat partage une nouvelle fois l'assemblée : une partie du mouvement, plus pragmatique, soutient la politique de compromis de Leonid Kravtchouk, tandis que l'autre, sous la houlette de Viatcheslav Tchornovil, plaide en faveur d'une démocratie véritable et les réformes que celle-ci suppose.

La dissolution du Parti communiste ukrainien dès le 30 août 1991 provoque aussi des réactions ambivalentes. La décision ne risque-t-elle pas de donner le signal d'une nouvelle répression ? Au sein du mouvement démocratique, beaucoup considèrent qu'il s'agit d'une entorse à la « révolution pacifique ». Des voix plus radicales se font entendre, soulignant le danger qu'il y aurait à faire trop rapidement preuve de clémence : « Attention, le communisme n'est pas complètement amorphe ; il peut encore réagir. »

La décision d'interdire le Parti communiste a justement été prise après la tenue d'une réunion clandestine consacrée à l'armée. Si la direction du Parti a fait allégeance dans un premier temps aux putschistes de Moscou, l'ensemble de la formation est en Ukraine une des moins monolithiques de l'Union. Mais la vague de fond s'étend et les membres du Parti rendent leur carte les uns après les autres.

Au centre de Kiev, règne une atmosphère de fête ; une partie de la population laisse éclater sa joie et déclare à voix haute ce qu'elle pense. Des rassemblements se forment, mêlant chants traditionnels et déclamations de poèmes, où il est question de se défaire des esclavages anciens. Des Lituaniens sont venus en renfort, contribuant à leur manière à électriser l'ambiance.

Puis les groupes se partagent entre les statues que l'on érige et celles que l'on abat – ou auxquelles on donne un sens nouveau : Taras Chevtchenko, chantre de la liberté

au XIX^e siècle, celui qui avait appelé à ne pas se soumettre à l'esclavage ; Mykhaïlo Hrouchevsky, historien, devenu président en 1917 d'un État éphémère, mais préfigurant une démocratie parlementaire¹, et dont la statue va prendre place à quelques pas de celle du poète.

Des techniciens s'acharnent sur celle de Lénine pour trouver la manière la moins risquée de la déboulonner ; pour se débarrasser de ces tonnes de bronze, faudra-t-il scier ou dynamiter ce mastodonte ?

Un peu plus loin, les militaires se réunissent autour de la gigantesque Baba² érigée en souvenir de la victoire de l'Union soviétique sur les armées nazies. Leonid Kravtchouk est venu s'adresser à eux, un geste prudent : la ville fait partie de la ligne de défense du front occidental et abrite le « Commandement sud-ouest de l'Armée rouge », dépendant à ce titre de l'autorité de Moscou qui avait d'abord pris position en faveur des putschistes.

Dans le bruit familier des cliquetis de médailles et à l'usage de ceux qui regretteraient la défunte Union soviétique, il confie aux représentants de l'armée : « Vous savez, quand le général Varennikov³ est entré dans mon bureau

1. Mykhaïlo Hrouchevsky, figure majeure du mouvement d'émancipation nationale, est le premier à avoir rattaché la Rus du X^e au XII^e siècle à un passé propre à l'État kiévien, remettant ainsi en cause la vision soviétique officielle d'une continuité ininterrompue de l'État russe. Après la révolution de février 1917, il est élu président de la Rada centrale (le Parlement) dans le cadre d'une politique autonome à l'égard de la Russie, puis président de la République populaire ukrainienne l'année suivante.

2. Gigantesque monument à la mère patrie, surnommé « Baba » par les Kieviens pour s'en moquer, et qui fut érigé en 1981 à la fin du règne de Leonid Brejnev.

3. Un des instigateurs du coup d'État de 1991, vice-ministre soviétique de la Défense, se rend à Kiev pour rencontrer Leonid Kravtchouk et lui ordonner de se rallier ; entre-temps, Boris Eltsine a joint

au moment du coup d'État, j'ai bien senti que même comme président du Soviet suprême, je n'étais aucunement protégé. » Le général était arrivé à Kiev en donnant l'ordre à tout le monde de se mettre au garde-à-vous. Certains députés murmuraient : et si un autre général décidait de mettre toute l'Ukraine au garde-à-vous ? Au moins, si le pays avait sa propre armée, cela n'arriverait plus...

Dans la ville, les groupes se forment, se défient, s'expliquent souvent les uns en face des autres : des anciens combattants médaillés qui acceptent mal le désordre ambiant, des gens jeunes ou pas, porte-parole d'une aspiration pourtant ancienne, mais qui pourrait ainsi trouver une forme de réalisation.

Pressentant que ce défoulement libératoire risque d'être éphémère, un graffiti précise, avec scepticisme, dans un coin de la place nouvellement nommée de l'Indépendance, ex-place de la révolution d'octobre : « Indépendance de 18 h à 23 h ».

Le compromis ukrainien avait comme conséquence la conservation de presque toutes les anciennes institutions (sauf le Parti communiste) en leur faisant simplement subir de petits changements cosmétiques, accompagnés de changements de noms. L'armée soviétique est donc devenue ukrainienne, mais avec les mêmes commandants, pour la plupart russes ou russo-phones, le KGB s'est transformé en SBU, le journal *L'Ukraine soviétique* a été rebaptisé *L'Ukraine démocratique*, les kolkhozes Lénine ont pris le nom de Bogdan Khmelnytskyï, et les chaires de marxisme-léninisme ont été transformées en chaires de politologie, bien entendu avec les mêmes professeurs.

Mykola RIABTCHOUK, essayiste,
in *Le Dilemme du Faust ukrainien*

Kravtchouk au téléphone pour l'en dissuader. Varennikov sera arrêté, jugé, puis acquitté.

Ce n'est pas seulement Tchernobyl qui a explosé

Tous ces éclats de rire pendant cette catastrophe de Tchernobyl étaient très significatifs. Je ne peux pas dire qu'ils étaient provoqués par la peur ou la tension. C'était comme si nous nous trouvions sur une haute montagne d'où nous découvrons clairement l'ensemble du paysage. [...] Nous comprenions que ce régime stupide était incapable de sauver nos vies. [...] Cette expérience effroyable nous a donné une conscience nouvelle.

Myroslav POPOVYTCH, philosophe, juin 1994

L'Ukraine est alors la « troisième puissance nucléaire mondiale¹ », un arsenal qu'il s'agit de placer sous contrôle. Le fameux « bouton », susceptible de déclencher une attaque et logé dans cette valise dont Boris Eltsine ne se sépare jamais, se trouve à Moscou et Kiev n'en détient pas le code. Mais la question de la dénucléarisation du nouvel État ne se situe pas seulement là et le débat qu'elle provoque au sein de la Rada, le Parlement ukrainien, montre que le nouvel État cherche par là aussi sa place au sein de la communauté internationale : une partie des députés est favorable au transfert des armes en Russie, à condition d'obtenir des compensations financières et des garanties de sécurité de la part des États membres du « club nucléaire ». À Kiev, les fractions favorables au statu

1. L'Ukraine dispose de cent trente missiles stratégiques SS 19 à têtes multiples, obsolètes selon les experts, et quarante-six missiles modernes SS 24. Russie, Kazakhstan, Ukraine et Biélorussie sont « républiques nucléaires ». La Russie s'est déclarée « héritière officielle de l'URSS en matière nucléaire » et s'est engagée à consulter l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie avant toute intervention.

quo sont minoritaires, mais elles éveillent les inquiétudes occidentales. Le Parlement n'avait-il pas affirmé lors de la déclaration de souveraineté que l'Ukraine deviendrait un « État neutre » et dénucléarisé ?

La question est plus délicate qu'il n'y paraît. La catastrophe nucléaire de Tchernobyl a agi plus puissamment sur les consciences que les mots d'ordre de la *perestroïka*. Le mouvement vert a vu germer les premières racines de l'opposition démocratique ukrainienne aux élections de 1989, avec à sa tête l'écrivain et médecin Iouri Chtcherbak.

Lorsqu'arrive l'indépendance, plusieurs conceptions de la défense stratégique de l'État s'affrontent. Les écologistes rappellent que l'Ukraine est le seul pays après le Japon à avoir subi l'atome et qu'un État indépendant et pacifique n'en a nul besoin ; mais au Parlement, un groupe de députés associe la possession d'un armement puissant à un État fort, indissociable d'une véritable indépendance.

À Moscou, la question du contrôle de l'arsenal nucléaire suscite les polémiques. Un article des *Nouvelles de Moscou* se fait l'écho d'une discussion qui se serait tenue dans les coulisses du Soviet suprême sur la possibilité – immédiatement démentie – d'un conflit nucléaire entre l'Ukraine et la Russie ; pourtant le démocrate Anatoli Soltchak déclare lui aussi qu'avec l'indépendance de l'Ukraine le risque d'un conflit de ce type entre les deux voisins ne peut être exclu.

Ce qui se formule à voix basse au sein du pouvoir à Kiev est également interprété par les institutions internationales : il faut aider l'Ukraine à s'ancrer à l'Ouest, notamment pour servir de contre-feu à d'éventuels débordements de la Russie.

Voyant que l'Ukraine et la Russie ne cessent de repousser les échéances et ne parviennent pas à trouver un accord,

l'administration américaine presse le pas. Bill Clinton fait escale à Kiev en janvier 1994. Après une courte cérémonie à l'aéroport de Kiev-Borispol, une délégation repart avec lui à Moscou pour la signature du traité sur le démantèlement de l'arsenal nucléaire ukrainien, décision entérinée un mois plus tard par la Rada. L'ancrage à l'Ouest se précise : l'Ukraine adhère au Partenariat pour la paix¹ en février 1994 – soit un an avant la Russie – et, en juin de la même année, un accord de coopération devant conduire à une zone de libre-échange est signé avec l'Union européenne.

Désormais les visites de Bill Clinton seront des étapes régulières sur la route de Moscou. Elles sont assez brèves pour ne pas irriter le Kremlin, mais suffisamment fréquentes pour témoigner d'une attention constante au pouvoir ukrainien.

Le G7 prodigue lui aussi ses encouragements au pays en faveur de la démocratie et du libre marché, mais s'engage essentiellement sur la fermeture de la quatrième tranche² de la centrale de Tchernobyl. Une enveloppe de deux cents millions de dollars, venant s'ajouter aux crédits européens, est débloquée lors du sommet de Naples³. Les discussions reprennent à propos du calendrier de fermeture de la centrale ainsi que sur le soutien économique que Kiev peut en espérer. Au printemps 1995, devant une délégation

1. Le Partenariat consiste à associer les pays membres de l'ancien pacte de Varsovie à certains exercices militaires de l'OTAN et à des opérations de maintien de la paix en échange de leur adhésion aux valeurs des démocraties occidentales.

2. La centrale de Tchernobyl est composée de six tranches ; les deux dernières en construction lors de l'accident n'ont jamais été achevées. L'accident s'est produit dans le réacteur n° 4.

3. Le sommet de Naples (8-10 juillet 1994) rassembla les pays du G7 et pour la première fois la Russie, afin de coordonner les dossiers diplomatiques.

du G7 et de l'Union européenne, le président Leonid Koutchma promet de fermer la centrale avant l'an 2000. Le lobby nucléaire ukrainien contre-attaque et fait monter les enchères. Contrairement à la France et à l'Allemagne, le Japon et les États-Unis ne font plus de la fermeture une priorité absolue.

Thème dominant du sommet du G7 à Moscou en avril 1996, la sûreté nucléaire devient un sujet secondaire : il s'agit en priorité de fournir un ultime soutien au candidat Eltsine en vue de sa réélection. Le président Koutchma est convié au déjeuner de clôture ; il prend acte des questions restées en suspens et rappelle que le problème numéro un est celui du sarcophage¹. Quand le sommet se termine, les responsables russes ont tout lieu d'être satisfaits : les Occidentaux ont fait pression pour la fermeture de Tchernobyl, mais aucune réserve n'a été émise sur les treize autres centrales de type RBMK encore en service dans l'ex-URSS, dont onze en Russie². Pas un mot n'a été prononcé sur la guerre en Tchétchénie : quatre-vingt-dix soldats viennent d'y trouver la mort, lors d'une « embuscade » dans la « république sécessionniste », selon les termes officiels. Les questions techniques et de sécurité vont servir de paravent à des règlements d'un tout autre ordre.

1. Le sarcophage est une structure provisoire construite autour du réacteur endommagé après son explosion ; il est formé pour partie de béton, pour partie de métal, et de tubes recouverts de tôles, ensemble non étanche et peu stable.

2. De conception soviétique ancienne, les réacteurs RBMK sont caractérisés par un problème de « freinage » en cas d'emballement du moteur et par la difficulté de refroidissement du combustible. En 2005, il restait douze réacteurs RBMK en activité et un en construction : quatre à Koursk, quatre à Sosnovy Bor, trois à Smolensk et un à Ignalina en Lituanie.

UKRAINE

Les deux orphelins

*Voilà trois cents ans que tu me persécutes, maudit russe !
– Qui, moi ?*

Oleksandr DOVJENKO,
Arsenal (film des années 1930)

Russie et Ukraine doivent désormais réinventer leur politique extérieure : un univers s'ouvre, pour lequel leur manque l'expérience. Pour Moscou comme pour Kiev la partie est importante, même si les deux États sont loin de faire jeu égal. Comment devenir « étranger » ?

La déclaration unilatérale faisant de la Russie l'héritière de feu l'URSS constitue un obstacle de taille. Le partage se fait à la va-vite : quelques jours avant la démission de Mikhaïl Gorbatchev, Boris Eltsine décrète que le Kremlin, le ministère des Affaires étrangères ainsi que les ambassades sont propriétés russes ; le KGB est placé sous le contrôle d'un ministère russe de la Sécurité et de l'Intérieur ; biens à l'étranger, réserves d'or, mines de diamant, pétrole, gaz – et les cadres les mieux formés – passent sous le contrôle de Moscou.

Même Guennadi Bourboulis, alors conseiller de Boris Eltsine et qui lui aurait recommandé ce transfert, finit par s'étonner : « Si la Russie est unique héritière, de qui les autres membres de l'Union sont-ils les enfants ? sont-ils des orphelins ? ».

Chacun fait ses comptes et ils ne coïncident pas. Le principe d'un partage proportionnel au PIB de chaque république est envisagé : Kravtchouk insiste, mais doit finalement céder pour « l'option zéro » – ni biens ni dettes – ; les autres républiques s'abstiennent de poser des questions.

L'indépendance est un cadeau qui a son prix : le Kremlin considère que la participation à la future union politique doit être « économiquement profitable », une formule immédiatement mise en pratique par Boris Eltsine : « À la signature de l'accord économique, nous avons calculé que si l'on prenait en compte, aux prix mondiaux, toutes les obligations mutuelles entre la Russie et l'Ukraine, nous aurions une différence de quelque quatre-vingts milliards de dollars en notre faveur. Si l'Ukraine accepte de faire partie de l'Union, nous pouvons oublier cette petite dette. Sinon, qu'ils paient¹ ! »

Dès lors, les relations entre les deux pays se forment le plus fréquemment par chantages réciproques. Chaque négociation relève moins de la recherche d'une issue que d'une manière de mesurer la résistance de l'autre. La réalité tangible en devient parfois absente ou disparaît en cours de route. Au fur et à mesure que s'éternise la bataille pour le partage de la flotte de la mer Noire, celle-ci se dégrade, perd de son attrait, sinon par le maintien d'une présence sur un sol convoité – la Crimée. La dette énergétique augmente, gonfle ou se négocie à l'amiable. En ce moment de définition des options extérieures, les litiges mesurent l'état des rapports de force entre les deux pays et passent souvent d'un registre à l'autre.

De la gestion de l'héritage à la tentation de recréer – sous d'autres formes – une nouvelle zone d'influence, il n'y a qu'un pas. Il s'agit de ne pas laisser échapper l'« étranger proche », comme le dit le Kremlin pour désigner les ex-républiques d'Union soviétique. Cet ensemble de territoires

1. Andreï S. Gratchev, *L'Histoire vraie de la fin de l'URSS*, traduit du russe par Galia Ackerman et Pierre Lorrain, notes, chronologie et annexes établies par Pierre Lorrain, Monaco, Éd. du Rocher, 1992.

serait issu d'une relation bâtie sur une familiarité si grande qu'elle exclurait l'idée même d'émancipation.

Dans ces premières années d'indépendance, les nouvelles élites politiques tout comme la majorité de la population conservent une admiration mêlée de crainte pour cette Moscou qui durant des décennies a fait et défait les carrières et donne maintenant le sentiment d'avoir gagné au partage. Avec le marasme économique se répand la vision d'une Russie qui aurait réussi son rétablissement économique tandis que l'Ukraine resterait laissée pour compte. Elle se sentait bernée dans l'Union, elle se voit perdante dans la séparation. Ce rêve déçu d'une indépendance qui résoudrait tous les problèmes contribue en 1994 à l'élection du président Koutchma sur la promesse d'un rapprochement avec le voisin de l'Est et la mise en œuvre de réformes économiques.

Les responsables des républiques émancipées se retrouvent pourtant à égalité sur un point au moins : la nécessité de recomposer des États nouveaux. Si la Russie bénéficie de structures déjà établies – armée, monnaie, diplomatie –, les ex-républiques doivent tailler dans les anciennes ramifications du pouvoir soviétique pour édifier leur propre État ; mais toutes ont à gérer une crise identitaire et se retrouvent orphelines les unes des autres.

En fait d'indépendance, la Russie parle du « départ » de l'Ukraine tandis que l'Ukraine « quitterait » la Russie voisine. On se trouve dans une vision de mobilité des territoires comme si les populations pouvaient charger leur espace sur leurs épaules, tourner le dos et s'en aller. La géopolitique se confond avec l'idée de voyage, le sentiment que le territoire peut pivoter dans un sens ou dans un autre.

Ce voyage n'est pas totalement imaginaire : les repères changent plus ou moins consciemment et, avec eux, les valeurs, les unités de mesure. Une partie de la population oublie la référence obligée, celle du Kremlin, et avec elle

certaines images. Ce qui se passe à Moscou les concerne moins. Des pans de la vie antérieure s'éloignent : effacement relatif de la langue russe ou panachage grandissant, oubli de certaines contraintes, d'une unité de mesure qui n'est plus unique. L'assaut du Parlement russe par la troupe en 1993¹ en est un exemple : pour les Ukrainiens, il s'agit déjà d'une autre histoire, « étrangère », qui n'est plus la leur.

Chassés-croisés

*Si la démocratie implique la fin de l'empire,
la démocratie est un trop grand prix à payer.*

Aleksandr TSIPKO, politologue russe, 1991

L'indépendance est plus populaire au sein de la société que chez les hauts responsables, le plus souvent formés à Moscou et nommés en fonction de leur alignement indéfectible sur l'ancien Centre. Jusqu'alors, l'indépendance était une forme de dissidence – une déviation chèrement payée. Ceux qui la prônaient étaient nommés les « bleu-jaune », en référence aux couleurs du drapeau ukrainien, un qualificatif humiliant, souvent annonciateur de poursuites.

Au cours de l'année 1991, la population est consultée à deux reprises sur les relations qu'elle souhaite entretenir avec le Centre. Une première fois, en mars, à l'initiative de Mikhaïl Gorbatchev, la question du référendum sur le

1. En octobre 1993, la tension est à son comble entre la présidence russe et le Parlement majoritairement conservateur. La violence se déchaîne à Moscou : les parlementaires insurgés tentent de prendre la tour de la télévision tandis que le pouvoir tire au canon sur l'assemblée où il ne reste plus que quelques militants retranchés. Les combats feront officiellement cent soixante-trois morts.

« maintien d'une Union rénovée » est approuvée par 70 % des électeurs ukrainiens ; mais celle habilement ajoutée par le Soviet suprême local et concernant la déclaration de souveraineté de l'Ukraine remporte 80 % des suffrages. Le deuxième résultat, favorable à l'indépendance, contrebalance le premier, bien disposé à l'égard de Moscou.

Le 1^{er} décembre, une seconde consultation a lieu, cette fois dans le cadre de l'Ukraine et suscite un résultat record : plus de 90 % des électeurs se prononcent en faveur de l'indépendance de l'État. Le partage des sensibilités entre l'est, le centre et l'ouest du pays, est peu visible : si à l'Ouest les votes positifs frôlent les 99 %, à l'Est ils se situent autour de 85-90 %, et même en Crimée le « oui » obtient une large majorité.

La fin de la *perestroïka* a déjà donné à la population le goût des affaires publiques et les premiers pas du nouvel État renforcent l'intérêt pour son enjeu.

Phénomène également nouveau dans cette partie du monde, les scrutins sont précédés de vraies campagnes électorales qui permettent de poser publiquement les questions aux différents leaders.

Lors d'une réunion politique à Kharkov¹ durant l'hiver 1991, l'ex-prisonnier politique Lev Loukianenko est accueilli dans un ancien bâtiment du Parti : vingt-cinq ans de prison, dont quinze pour avoir préconisé dans les années 1960 l'instauration d'un État autonome et dix pour avoir participé à la formation du groupe de surveillance des accords d'Helsinki. La salle est pleine. « C'est une chose de sortir du statut colonial, dit Loukianenko en introduction, une autre d'accéder à une république démocratique. » Les participants formulent leurs questions sur de petites feuilles

1. Leonid Pliouchtch, éminente figure de la dissidence soviétique, y assiste également.

de papier qu'ils se repassent de main en main jusqu'à l'orateur du jour. « À Kiev, demande l'un d'eux, le gouvernement a déjà installé quarante ministères. Est-il en train de devenir aussi centralisateur que Moscou ? » Un autre fait parvenir cette adresse, directe : « Faut-il interdire aux communistes de participer à la vie publique ? » Certains intervenants font eux-mêmes le lien avec les opposants d'Europe centrale une dizaine d'années plus tôt : « Êtes-vous en bonne santé après vingt-cinq ans de prison ? – À vous d'en juger, répond Loukianenko, mais Walesa et Havel ont également passé de longues années éprouvantes en détention. »

Pourtant l'euphorie ne dure pas. Si ce cap de décembre 1991 et d'une pleine adhésion à la nouvelle configuration reste un phénomène durable, il cède bien vite la place au sentiment d'avoir perdu les acquis dans la course à l'émancipation avec, de surcroît, celui d'une mauvaise gestion des affaires publiques : ce n'est plus Moscou qui est en cause, mais Kiev et son nouveau pouvoir.

L'exigence à l'égard des autorités s'exprime sous des formes qui se complètent. Le principe de l'indépendance grandit dans l'opinion. Parallèlement, les mouvements démocratiques commencent à s'imposer : si, aux élections de 1990, quelque 25 % de la population leur sont favorables, un an plus tard ils seront 35 %¹ à les soutenir, tandis que la confiance ou l'intérêt envers les partis d'obédience communiste ne cesse de baisser.

La conscience que l'indépendance n'est pas un aboutissement – à peine une étape – s'étend à une partie importante de la population. Lors d'un sondage² mené

1. Institut de sociologie de Kiev, 1992.

2. *Political Portraits of Ukraine*, « Initiatives démocratiques » en collaboration avec l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences d'Ukraine et Socis-Gallup, Kiev 1994.

au printemps 1994, les réponses sont sans ambiguïté : les deux tiers des personnes interrogées considèrent que le pouvoir est dans les mêmes mains qu'avant le changement de statut.

Qui est responsable de l'état critique de l'économie et de l'absence de mise en œuvre des réformes ? Ni le « grand frère », ni d'hypothétiques ennemis intérieurs ou extérieurs ne sont montrés du doigt, pas plus que les communistes ou les démocrates : le gouvernement est seul fautif, considère plus de 80 % de la population ; il sera d'ailleurs sanctionné lors de la présidentielle de la même année – Leonid Kravtchouk doit céder la place à Leonid Koutchma –, les électeurs provoquant ainsi la première alternance du pouvoir au sein du bloc ex-soviétique.

Premier président et nouveau converti

En 1990, quand les étudiants se sont allongés sur le granite, je les ai invités à venir à la rada en séance exceptionnelle.

Personne n'a cogné sur personne, mais quelqu'un a été limogé. [...]

Il nous faut apprendre la démocratie.

Kravtchouk s'adressant à Ianoukovitch,
table ronde du 10 décembre 2013

Le sentiment de changement n'est pourtant qu'apparent. S'ils ont des origines dissemblables, Kravtchouk et Koutchma, les « deux Leonid », comme on les surnomme pendant la campagne électorale, manifestent des intérêts qui ne tardent pas à se rejoindre.

Rien ne prédisposait pourtant le premier à une ascension politique de cette envergure, y compris lors de la crise de 2013-2014. Né en Volhynie en 1934, une région alors sous domination polonaise, Leonid Kravtchouk est lié par ses origines à ce qu'il était convenu d'appeler « le nationalisme bourgeois », un cliché soviétique qui barre d'ordinaire la route à toute carrière administrative. Rusé et comprenant qu'il faut fournir le double de garanties au Parti, Kravtchouk rejoint très jeune le monde de la propagande, d'abord au sein de la « Maison de l'éducation politique » où il dispense l'instruction idéologique, puis franchit un à un les échelons qui feront de lui un cadre acceptable au sens soviétique du terme : d'abord chef de cellule, puis directeur du département idéologique, enfin deuxième secrétaire du Comité central du Parti communiste d'Ukraine, une position non négligeable. Persévérance et astuce le hissent au bon moment au sein du Politburo : le voilà intégrant les plus hautes structures dirigeantes. Au moment de l'éclatement de l'URSS, il est président de la Rada et numéro trois dans la hiérarchie de l'Union soviétique.

Sa conversion aux idéaux de l'indépendance est discrète. Certes, on remarque qu'au premier congrès du Roukh de septembre 1989 il épingle les couleurs bleu et jaune au revers de sa veste. Au Parlement de la république, il manifeste une certaine neutralité lors des affrontements entre la majorité parlementaire favorable à l'union et l'opposition démocratique favorable à l'indépendance.

C'est à un habile jeu de cache-cache que Kravtchouk se livre. À propos du traité d'union sur lequel Gorbatchev fonde tous ses espoirs, il déclare à la télévision ukrainienne qu'il ne correspond pas aux intérêts du pays ; le Centre insiste pour perpétuer un « état d'union », dit-il, au lieu de créer une « union d'États ». Au cours des négociations interrépúblicaines, il joue la politique de la chaise vide : il se trouve

en Allemagne lors d'une réunion, puis absent à la suivante, avant de déclarer qu'il ne prendra pas part au processus.

Pourtant au moment du putsch, il hésite : sa première déclaration publique diffusée le 19 août ne soutient ni ne condamne explicitement la tentative de coup d'État.

Dans le duel qui oppose le président de l'Union soviétique et celui de la Russie, il pratique l'esquive et n'oublie pas de jouer sa propre carte : sa survie politique ne se trouve pas dans ces affrontements au sommet. Peut-être se souvient-il aussi de ce proverbe bien connu des fonctionnaires : quand à Moscou ils coupent les ongles, à Kiev ce sont les têtes qui tombent...

Par un premier quiproquo, son ralliement à la cause eltsinienne va lui valoir la sympathie des « démocrates » et d'une partie de l'électorat favorable à l'indépendance. Ainsi rejoint-il, le 8 décembre 1991, les présidents russe Boris Eltsine, kazakh Noursoultan Nazarbaïev et biélorusse Stanislav Chouchkevitch pour signer l'acte qui met fin à cette Union soviétique qui a porté jusque-là sa carrière.

Son programme pour la nouvelle Ukraine se décline selon la formule des « 5 D » : étatsisme, démocratie, bien-être, spiritualité et confiance¹.

Après son accession au poste de président – un titre qu'il acquiert avec le résultat envié de 61,6 % de suffrages en sa faveur –, il encourage plusieurs décisions propres à faire entrer en acte la souveraineté de l'État : il plaide pour la liquidation des armes nucléaires du territoire – face à un Parlement plutôt hostile à cette « reddition » –, soutient le refus d'une monnaie et de forces armées communes aux membres de la CEI.

Sa présidence perd pourtant vite de son éclat. Il reçoit un premier rappel à l'ordre du lobby industriel lié à Moscou :

1. *Derjavnist', demokratiia, dobrobut, doukhovnist', dovira.*

treize directeurs des plus grosses entreprises de l'industrie soviétique adressent une lettre à la Rada exigeant de « mettre fin à la destruction des liens économiques et scientifiques avec les pays postsoviétiques, la Russie en premier lieu ». Le message est bien reçu par Kravtchouk qui l'appelle « la révolte des directeurs rouges » et nomme sans plus tarder à la tête du gouvernement l'un d'entre eux, Leonid Koutchma.

Il faut ajouter que son bilan économique est désastreux : pendant son mandat, l'inflation annuelle a atteint un des records mondiaux, la compagnie de transport de marchandises de la flotte de la mer Noire s'est effondrée et la flotte d'Odessa, une des plus importantes du monde, a été discrètement vendue à des sociétés étrangères lors d'une transaction impliquant son fils.

Il est acculé en 1994 à une élection présidentielle anticipée qu'il perd au bénéfice de son ex-Premier ministre. Quelques années plus tard, il rejoint le SDPU(o), une formation liée aux structures politico-financières de l'époque¹. Les rêves de l'indépendance et l'euphorie des débuts de la « construction » de l'État ont volé en éclat. Quand tomberont, après la révolution orange, les premières sanctions contre les oligarques, Kravtchouk déclarera même dans un mouvement de colère regretter d'avoir signé les accords qui mirent fin à l'existence de l'URSS. Pourtant celui qui avait déclaré ne jamais prendre de parapluie, pensant toujours passer entre les gouttes, va connaître une renaissance politique dans les journées sombres de décembre 2013 : il incite le président Ianoukovitch à

1. L'idéologie du SDPU(o), créé en 1996, est très floue ; il s'agit essentiellement d'un groupe d'intérêts liés à la capitale. Les principaux leaders en sont Leonid Kravtchouk, Viktor Medvedtchouk et Hryhorii Sourkis.

convoquer une table ronde réunissant les précédents leaders du pays. Cette tentative de compromis lui permettra de rentrer dans l'histoire par la bonne porte : celle-ci portera, pour quelque semaines au moins, le nom de « table Kravtchouk ».

Dites-moi ce que je dois construire

Koutchma s'est pris pour le directeur de l'Ukraine en utilisant à sa guise tous les biens du pays. Il a partagé ceux-ci avec les clans, mais sans parvenir à contrôler l'ensemble du pays comme Loukachenko ou Nazarbaïev. Aujourd'hui Koutchma est le président le plus riche d'Europe. Le paradoxe est qu'il est la personne la plus riche dans le pays le plus pauvre d'Europe.

Volodymyr POLOKHALO, 2004¹

Celui qui succède à Leonid Kravtchouk n'est pas un personnage en vue. Mais si le monde politique ne connaît guère Leonid Koutchma, les directeurs des grands combinats du complexe militaro-industriel soviétique, qui l'ont propulsé à ce poste, savent très bien qui il est.

Originaire de la région de Tchernihov, où il naît en 1938, Koutchma fait son cursus universitaire à Dniepropetrovsk et toute sa carrière au sein de Ioujmach², une des plus importantes usines de missiles du monde.

1. Volodymyr Polokhalo, politologue, rédacteur en chef de *Politychna Doumka*. Entretien personnel, septembre 2004.

2. Ioujmach est un élément majeur du complexe militaro-industriel de l'ex-Union soviétique. Koutchma recevra le prix Lénine pour sa participation à l'élaboration des missiles SS 18 et SS 20.

Il a épousé très tôt une jeune fille de la nomenklatura qui lui a ouvert les portes de ce monde ultrasecret, étroitement lié au secteur de la défense et au KGB. Et il franchit un à un tous les échelons du Parti. En 1990, il devient député, puis Premier ministre deux ans plus tard, avant d'être candidat à la présidence en 1994. Le principal slogan de sa campagne : « Avec Koutchma, ton usine commencera à fonctionner. » Le « directeur » s'était fait la réputation de celui qui avait su gérer le moment crucial de la disparition de l'Union soviétique.

Koutchma revendique d'emblée son appartenance rappelant qu'il n'est pas un politicien, mais « un spécialiste des missiles ». Selon un mot devenu légendaire, il déclare devant le Parlement lors de son intronisation : « Dites-moi ce que je dois construire, et je le ferai. »

Mais le nouveau président appartient aussi à un autre monde. C'est un proche d'Arkadi Volski¹ qui a formé à Moscou son « union du patronat russe » et qui lui fera rencontrer Viktor Tchernomyrdine : l'un est subordonné au ministère de la Défense, l'autre est alors ministre de l'Industrie du gaz. Koutchma forme en Ukraine, sur le modèle moscovite, une Union des industriels et entrepreneurs ukrainiens qu'il préside.

Au début de son mandat, l'alignement de Koutchma sur la Russie n'est pourtant pas sans nuances. Ses premières déclarations sont propres à calmer les inquiétudes du Kremlin, mais il sait qu'il doit son poste à l'indépendance et comprend que s'il intègre « l'Union des pays frères », il ne sera plus président, mais gouverneur d'une région.

Son discours est double : il développe l'idée d'un rapprochement avec Moscou, ce qui rassure l'est du pays

1. Président de l'Union des industriels et des entrepreneurs de Russie.

attiré par l'avance économique de la Russie, mais déclare aussi que « l'Ukraine doit être un pont entre la CEI et l'Ouest, pas un cordon sanitaire ». Afin de calmer les tensions culturelles et linguistiques à l'Est comme à l'Ouest, il assure que la langue russe doit obtenir un statut officiel, mais que seul l'ukrainien sera reconnu langue d'État.

L'Ukraine reste alors le dernier pays de l'ex-Union soviétique sans Constitution propre, géré selon un accord entre le président et le Parlement perpétuant les règles soviétiques.

Les projets et débats sur la Constitution n'avaient pas manqué jusqu'alors, mais avaient été interrompus par le coup d'État de 1991. Durant de multiples législatures, les mêmes questions vont diviser les députés : principalement celles touchant à la division des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif, ou l'instauration d'un Parlement bicaméral renvoyant à l'idée d'une possible fédéralisation du territoire. La dénomination du nouvel État ne se fait pas non plus sans arrière-pensées ; s'appellera-t-il République ukrainienne, République du peuple ukrainien ou République démocratique ukrainienne ?

Les parlementaires s'affrontent, mais le projet oppose également deux personnages aux ambitions contradictoires : Koutchma, favorable à une présidence forte et à un Parlement à deux chambres qui renforcerait le rôle économique des régions (il pense bien sûr à l'Est), et Oleksandr Moroz, président du Parlement, défenseur d'un système parlementaro-présidentiel qui lui offrirait une place de choix.

Comme rien ne laisse entrevoir une solution, Koutchma propose la tenue à l'automne 1996 d'un référendum sur un renforcement des pouvoirs de la présidence – une manœuvre qui favorise ses propres visées politiques. Son décret fait l'effet d'une bombe dans la Rada – d'autant qu'il suppose sa dissolution. Un débat parlementaire non-stop est organisé par Moroz le 27 juin au soir afin que

l'assemblée accouche au plus vite d'une loi fondamentale. En une nuit des questions aussi cruciales que la place de la langue russe, les symboles de l'État, le droit à la propriété ou le statut de la Crimée sont réglés. La réunion du Parlement – restée dans l'histoire sous le nom de « nuit constitutionnelle » – dure vingt-trois heures. Quand le président arrive dans l'assemblée à 9 heures du matin, certain que les fractions n'ont pu trouver un accord, la Constitution vient d'être adoptée par 315 voix sur 450.

On reviendra à plusieurs reprises sur l'itinéraire de Koutchma, mais son apparition sur « l'Olympe kiévien » marque deux ruptures : c'est la première confrontation ouverte entre la caste des fonctionnaires et celle des directeurs ; l'ascension du président issu de ce milieu pousse Kiev à engager les élites des puissantes régions industrielles de l'est du pays dans cette bataille politique.

La victoire de la caste des directeurs brise le lien originel de la bureaucratie soviétique avec la production et entre dans la logique de la transformation « démocratique » du pays ; mais elle encourage l'arrivée de groupes industriels et financiers d'une puissance jusqu'alors inconnue.

Le temps des coïncidences

Je ne crois pas qu'il y ait dans l'histoire des nécessités à cent pour cent, mais je crois qu'il y a un plus ou moins grand nombre d'opportunités qui peuvent être aussi bien gâchées que saisies.

István BIBÓ,
Misère des petits États d'Europe de l'Est.

À la fin des années 1990, une série d'événements bousculent les élites en place et contribuent à un réveil de la population.

En Russie, Vladimir Poutine prend au 1^{er} janvier 2000 les rênes du pouvoir. Il souligne d'emblée l'importance de l'étranger proche pour la diplomatie russe et l'intérêt du vecteur énergétique dans la nouvelle doctrine militaire. Quelques mois plus tard est signée une loi constitutionnelle dont l'objectif est « d'adopter et mettre en place de nouveaux sujets de la Fédération [de Russie] ».

En Ukraine, pour la première fois depuis l'indépendance, un gouvernement réformateur – celui de Viktor Iouchtchenko – est aux commandes ; il s'attaque au paiement des salaires en retard, au remboursement de la dette extérieure, commence à résorber l'économie de l'ombre et à mettre de l'ordre dans le domaine énergétique où les décisions précédentes avaient permis à quelques-uns de bâtir des fortunes.

Les milieux financiers s'agitent et ceux que l'on appelle dès lors les oligarques ukrainiens – par analogie avec leurs homologues russes – se livrent à différentes manœuvres pour torpiller les réformes, en particulier celles du ministre de l'Énergie, Ioulia Tymochenko, devenue le symbole – respecté ou honni – de la restructuration de ce domaine.

Les Services de sécurité ukrainiens (SBU) commencent de leur côté à faire parler d'eux. Durant une réunion informelle de la CEI à Yalta en août 2000, ils préviennent Leonid Koutchma qu'un attentat contre le président Poutine vient d'être déjoué. Un mois plus tard, les mêmes services reviennent à la charge, informant cette fois le chef de l'État de la préparation d'un putsch... mais les terroristes auraient déjà été arrêtés alors qu'ils s'apprétaient à commettre des actes de sabotage, notamment contre la centrale de Tchernobyl : des informations et des explications peu crédibles. Le SBU s'agite et tient à le faire savoir, ce qui n'entre pas dans la fonction ordinaire des Services.

Puis la machine s'emballé : le journaliste Georgii Gongadzé est enlevé un soir de septembre 2000. Mykola Melnytchenko, un ancien garde du corps de Mikhaïl Gorbatchev passé au service du président ukrainien, rend public une série d'enregistrements qu'il aurait effectués dans le cabinet de Leonid Koutchma et contenant des révélations susceptibles de faire vaciller le chef de l'État si elles étaient avérées.

Les indices de réorientation vers l'Est se multiplient. Ils sont nuancés lorsque l'on s'adresse à des interlocuteurs occidentaux étonnés du changement de cap qui se dessine : le président Koutchma assure qu'il ne renonce pas à son orientation européenne, mais qu'« en allant vers l'Ouest, il ne faut pas oublier l'Est » ou se fait plus précis : « La Russie peut se passer de nous, mais nous ne pouvons pas nous passer de la Russie. »

Le président Poutine s'émerveille, en y voyant un miracle de sa politique étrangère : « Les relations Ukraine-Russie se sont considérablement améliorées. [...] Pour parler franchement, c'est un des succès de la diplomatie russe. »

*Indépendance ou démocratie :
histoire d'un malentendu*

Il faut bien se rendre compte que, le 24 août, l'Ukraine ne fête pas le jour de l'indépendance, mais celui de la proclamation de l'indépendance. Appréciez la différence.

Anton BORKOVSKYI, écrivain, revue *Ī*, 2001.

Entre une indépendance formellement acquise et une démocratie qui recule au fil du temps, le malentendu se renforce. Les jubilés ont parfois un effet salvateur et la crise qui éclate en 2001, au moment du dixième anniversaire

de l'émancipation du pays, contribue à faire la lumière sur le régime qui s'est discrètement constitué. « La mieux organisée pour l'indépendance était la nomenklatura soviétique de l'Ukraine, écrit Taras Vozniak¹. C'est elle qui l'a proclamée dans son propre intérêt. [...] L'indépendance ne fut ni gagnée, ni arrachée aux colonisateurs, ni enlevée des mains de cette nomenklatura. Elle fut offerte d'en haut et non sans cynisme. »

Les choix démocratiques ont été torpillés lors des présidentielles de 1999, des législatives de 2002, sans compter les élections locales. Le mot élire, choisir, a perdu son sens.

Les signes de rapprochement avec l'État voisin sont patents, au point que certains intellectuels se demandent si l'indépendance est menacée ou déjà perdue. Le dixième anniversaire est célébré dans une atmosphère qui rappelle les fastes révolus à la soviétique. Les officiels russes se répandent en déclarations sur le respect de l'État frère, la non-ingérence dans ses affaires intérieures, et renouvellent leurs vœux de « bonne » indépendance.

A-t-on échoué à construire l'État ? Une nouvelle couche de la société – prématurément qualifiée d'élite – semble s'être approprié l'émancipation en saisissant les avantages politiques et matériels qu'elle pouvait procurer, tandis que la population manifeste l'aspiration à vivre dans un État souverain². « Nous n'avons ni un gouvernement vraiment légitime, ni un quatrième pouvoir indépendant [...], écrit la sociologue Lioudmyla Changina. Nous avons du moins un cinquième pouvoir bien organisé et profondément ancré dans tous les organismes gouvernementaux : le crime ou la corruption, officiellement appelée "le grand capital national", officieusement "les clans oligarchiques". »

1. Directeur de la revue *Ī*, Lviv, 2001.

2. Sondage du Centre Razoumkov, août 2004.

LA DÉSUNION DANS TOUS SES ÉTATS

Au nord, la Biélorussie ne constitue pas un exemple attrayant et, à l'est, la Russie – autoritarisme grandissant, guerre dans la Caucase, actes terroristes sur le territoire – inspire plutôt l'inquiétude. L'entrée en 2004 de l'Europe centrale dans l'Union européenne finit de boucler le paysage, avec la crainte d'un nouveau « mur » ou d'autres obstacles politiques et commerciaux. Une brèche va s'entrouvrir en 2013 avec l'espoir d'une ratification de l'accord d'Association avec l'Union européenne, brutalement refermée et provoquant l'insurrection nationale de 2013/2014.

Vers la fin des années 1960, les intellectuels ukrainiens se trouvaient au premier rang de la lutte antitotalitaire. L'image de la société ukrainienne était très hétéroclite : d'un côté, l'Ukraine participait pleinement à la défense des notions de liberté et d'indépendance ; au goulag, la majorité des détenus étaient ukrainiens... De l'autre, on trouvait beaucoup de conformistes, de gens qui flattaient le pouvoir central ; les bureaucrates et les fonctionnaires du Parti étaient nombreux. L'Ukraine était alors considérée comme une province politique, relativement apathique. Les décisions politiques et économiques majeures étaient prises à Moscou, les meilleures forces dans tous les domaines étaient attirées vers la capitale. Avant, nous n'avions pas le droit de faire grand-chose ; aujourd'hui, c'est possible – mais qui en est encore capable ?

Ivan Dziouba, écrivain, premier ministre de la Culture
de l'Ukraine indépendante¹

1. Durant les années 1960, les essais d'Ivan Dziouba sur la littérature, le cinéma et l'histoire, ainsi que ses nombreux discours sur la répression, la russification et l'antisémitisme jouèrent un rôle important dans la prise de conscience nationale. Il deviendra le premier ministre de la culture de l'Ukraine indépendante. En 1966, il viendra lire une lettre aux Juifs, à Babyi Yar, lors de la commémoration non-officielle du massacre de 1941.

Tout un monde

L'histoire de la Nouvelle Russie ne peut être traitée comme celle des autres parties de l'Europe : cette portion de l'empire a été de tout temps partagée entre plusieurs maîtres ; ainsi ce n'est plus l'histoire d'un peuple qu'on doit décrire, mais celle de quatre-vingts nations, la plupart errantes, qui ont ravagé plutôt qu'habité une grande étendue de son territoire : s'occuper de chacune de ces tribus séparément, ce serait composer autant de récits ressemblants les uns aux autres, ce serait se répéter...

HÉRODOTE

Un voyage immobile

Tout, en ce lieu, rappelle que l'histoire est passée dans un sens, puis dans l'autre, emmenant la ville [de Czernowitz] dans un étourdissant voyage immobile.

Florence HEYMANN, *Le Crépuscule des lieux*

Bien avant ces débats de la fin du XX^e siècle autour de possibles recompositions, l'espace ukrainien avait été dépendant d'administrations diverses : Vienne sous

l'Empire austro-hongrois, Varsovie lors de l'occupation polonaise, Moscou sous l'Empire russe avaient toutes été ressenties comme des tutelles ; mais ces capitales étaient suffisamment éloignées de leurs « provinces » pour les laisser vivre à leur rythme, sans même le vouloir.

Centre et périphérie se déplaçaient – intervertissant parfois leur rôle – au gré des alliances et des retournements, depuis l'État polono-lituanien au XIV^e siècle qui avait déplacé le centre de gravité vers le nord, jusqu'à l'Empire russe, puis soviétique où Saint-Pétersbourg et Moscou avaient longuement pesé. Dans le domaine des associations « géopolitiques », le territoire ukrainien bénéficiait d'une certaine expérience historique. Cette ouverture du pays à tous les vents élargissait aussi la notion de « grand frère » qui désignait dans la période contemporaine la force tutélaire de la Russie : la famille avait été en réalité plus large que la perception qu'elle en donnait aux abords du XXI^e siècle.

Le pays « entre les frontières », comme on l'a souvent appelé, était le lieu de passage de ces cultures, celui qui en assurait la transcription et l'échange, qu'il s'agisse des langues, des pratiques, des religions, des connaissances ou des expériences.

On pourrait en déduire qu'historiquement ce « corridor » était un lieu de va-et-vient incessant, ce qui est exact. Mais il faut ajouter que c'était aussi l'endroit où s'arrêtent les nomades pour se poser, batailler ou échanger.

C'est par là aussi que la Moscovie reçut au IX^e siècle la culture occidentale. Les missionnaires Cyrille et Méthode s'étaient chargés d'une traduction majeure, celle des livres saints à l'usage des différents peuples slaves qu'ils comptaient évangéliser, donnant ainsi forme au « slavon liturgique ». Si l'évangélisation fut finalement une réussite, elle ne se fit pas sans hésitation de la part du prince Vladimir qui aurait d'abord songé selon la légende à se conver-

tir au judaïsme ; mais s'étant laissé éblouir par la beauté des rituels byzantins, il avait en définitive choisi l'orthodoxie. Selon d'autres versions – moins romantiques mais confirmant cette indétermination initiale – Vladimir aurait refusé l'islam parce que « la joie des Russes est dans la boisson », et le judaïsme car il s'agissait de la foi d'un peuple vaincu et sans terre. Certain en tout cas d'avoir cette fois opté pour la meilleure des prophéties, le prince Vladimir avait procédé avec détermination et le « peuple de Kiev » – c'est-à-dire ses sujets – fut baptisé en 988 dans les eaux du Dniepr¹.

La christianisation de cet espace fut célébrée mille années plus tard par Mikhaïl Gorbatchev au nom d'une continuité retrouvée avec l'histoire confondant, conformément aux habituels travers du Kremlin, le « baptême » de la Rus kiévienne et celui de la Russie².

Historiquement, la principauté de Moscou avait trouvé sa force et sa logique propre ultérieurement à celle de Kiev qui s'était vu ainsi chiper son nom – passant de Rus à Russie – par un de ces quiproquos que l'histoire légitime a posteriori.

Perdre son nom – et même son territoire – est un fait répandu. Se le faire dérober avec autant d'adresse et de succès comportait à coup sûr quelque chose d'irritant.

À travers ces balancements territoriaux se met pourtant en place un paysage aux composantes variées, offrant une série de propositions qui contribueront à forger l'esprit d'une population qui n'est pas d'un bloc, même après de longues années d'un régime totalitaire.

1. Fernand Braudel, *Grammaire des civilisations*, (1987), Paris, Flammarion, « Champ », 1993.

2. Guillaume Le Vasseur de Beauplan désigne l'Ukraine par le mot « Russie », la « Moscovie » nommant la Russie actuelle.

L'État dans les marges

Je voue un amour particulier aux indicateurs de chemin de fer centenaires ; bien sûr, j'ai manqué le départ de chacun des trains qui y figurent, mais il m'importe encore beaucoup de savoir qu'il y avait deux trains allant de Lviv à Venise, le premier par Vienne et Innsbruck, et le deuxième par Budapest et Belgrade.

Andrzej STASIUK, *Mon Europe*

L'État connaît peu d'occasions pour se former et la culture vit au rythme des éclipses et des renaissances, mot qui désigne davantage un nouvel épisode où l'on a échappé à la disparition qu'un moment de renouveau. Ce sentiment se retrouve dans l'hymne national *L'Ukraine ne mourra pas*, qui répond en 1861 à celui de la Pologne partagée de 1797 : *La Pologne ne disparaîtra pas tant que nous vivrons*¹.

Les Ukrainiens vont se battre contre ceux qu'ils appellent les « seigneurs polonais ». La langue ukrainienne empruntera pourtant au passage un peu de leur noblesse avec le titre de *pan*, seigneur et propriétaire, lequel deviendra plus simplement « monsieur » pour échapper tout à la fois à *tovaritch*, le camarade soviétique, et à *gospodin*, le citoyen russe.

La Pologne voit sa situation se retourner jusqu'à sa disparition de la carte, l'amenant à connaître le même sort que ses anciens sujets. En dépit des ressentiments laissés

1. L'hymne ukrainien a été écrit par Pavlo Tchoubinskyï dans les années 1860, alors que Pologne et Ukraine étaient sous la domination du tsar de Russie. Le premier vers de l'hymne ukrainien reprend l'hymne polonais. Il a été modifié en 2003 par Koutchma avec ces mots : « La gloire et la liberté de l'Ukraine ne peuvent mourir. »

par l'histoire, il est entre ces deux voisins une similitude de destin qui permet de comprendre la réconciliation et la solidarité, particulièrement manifeste au moment des événements des années 2000. Sans compter bien sûr une complicité plus ou moins tacite, forgée au rythme des occupations russe puis soviétique, face à cet adversaire qui dépasse les autres et trouve son symbole dans la ville de Moscou – Saint-Pétersbourg ne connaissant jamais la même connotation négative.

Avoir été sujet à des déferlements incessants ne fut pourtant pas gage de tolérance. Le pays se trouve sur le territoire du yiddishland, lieu de relégation des Juifs de l'Empire russe au XIX^e siècle et du quasi-anéantissement de leur communauté.

Si Pierre le Grand avait ouvert avec Saint-Pétersbourg la fenêtre vers l'Europe, il en avait dans le même temps cloué la porte de l'Ukraine, comme le répétait dès lors la population. Avec l'avènement de Catherine « la Grande », sont rétablis dans cette zone le servage et la domination de l'empire. Celle-ci brise l'organisation cosaque ou hetmanat¹, déplaisante par bien des aspects, mais qui n'en posait pas moins en son temps les préliminaires de l'État, avec ce qu'il comportait de violences mais aussi de tentatives de régulation.

Ce sont en tout cas les signes d'un espace qui ne parvient à se structurer que par « poches », par sous-ensembles, chacun posant à sa manière quelques jalons : la *sitch*² cosaque – expérience pré-étatique – ou la *Rada centrale* de 1917. L'idée d'État ne se forme que dans la marginalité

1. De hetman ou ataman, titre des chefs cosaques. Viendrait du tatar *adaman* qui signifie berger, chef d'un grand troupeau.

2. Campement des Cosaques zaporogues du bas-Dniepr. Le terme désigne en ukrainien un « abattis d'arbres ».

et il est somme toute logique que le pays appelé celui des « marges » n'élabore les préalables d'une structure que dans des espaces réduits¹.

La première concrétisation de l'idée d'indépendance avait été formulée sur une plate-forme minimale, la Rada ou assemblée, une manière de mettre la notion parlementaire au centre de la conception de l'État, avant l'idée de territoire : celui-ci était trop sujet aux occupations et redécoupages constants, au gré des avancées et reculs des empires, pour servir de point d'ancrage politique.

Conséquence de cette disparité du territoire, l'autorité ne se situe pas au centre de l'État et peut difficilement en devenir constitutive. La *hromada* – société en ukrainien – en est le personnage central, non le roi ou le tsar.

Des *hromadas*, associations culturelles ayant pour but de se rapprocher de la population rurale, sont créées à partir du milieu du XIX^e siècle à Kiev et Saint-Pétersbourg, promues par les meilleurs intellectuels de l'époque.

Par référence à ces traditions, le nom de Hromada est donné en 1993 à une formation politique dont Ioulia Tymochenko prendra la tête plus tard et qu'elle rebaptisera *Batkivchtchyna* (La Patrie), passant insensiblement de l'idée de société à celle de nation.

De même se constituent au XIX^e siècle sur les marches de l'Empire russe des formes de société civile – associations ou syndicats – qui seront officialisées au moment de la révolution, perdant ainsi leur autonomie.

1. Cette force des sous-espaces est également marquée dans la langue courante par la désinence *chtchyna* qui suggère l'ébauche de l'État, au moins au niveau local. Ainsi parle-t-on de *Lvivchtchyna* pour la région de Lviv, mais aussi de *Cosachtchyna* pour « l'État cosaque » au XVII^e siècle ; et par dérision, dans la période contemporaine, l'*Azarovchtchyna* tente de délimiter, en vain, l'empire d'Azarov, figure dominante du clan de Donetsk, Premier ministre démissionné en janvier 2014.

Voilà un espace où semblent avoir été laissés en attente une série de dépôts permettant aux analystes désireux de prendre des raccourcis de choisir ce qui leur convient le mieux : le territoire de la « grande » révolution où Odessa répond à Saint-Pétersbourg, celui de la guerre civile¹, de la lutte des blancs contre les rouges, du mouvement anarchiste ; mais aussi celui de l'orthodoxie balançant entre Rome et Constantinople, un des creusets du monde juif ashkénaze, exterminé, ainsi que de son expression la plus radicale avec le hassidisme. Chacun pouvant ainsi adopter la vision qui l'arrange et vouer le reste aux gémonies.

Le pays des villes

Ianoukovitch dit : « Mettons-nous demain autour de la table de négociation » et il envoie place de l'Europe 22 bus de berkuts ». Bravo Viktor, quelle manœuvre !

Tweet du 19 janvier 2014

À la fois éloignée de Moscou et de Vienne, la « province » devient la rebelle des pouvoirs ou, du moins, l'in-subordonnée. La diversité des modes d'organisation sociale qui occupent son champ suscite dans la population une méfiance instinctive pour ce qui constitue l'État central, ressenti comme une « tutelle » qui colporterait – souvent à juste titre – quelque chose de lointain.

Selon les épisodes de son histoire ou de sa culture propre, chaque ville se ressent « capitale » ou du moins centre d'une histoire, fût-elle passagère. Kharkov est déclarée capitale par les bolcheviques pendant la Seconde Guerre mondiale,

1. *Grajdanskaïa voïna*, appellation soviétique du conflit qui fait suite à la révolution de 1917.

centre d'un espace acquis à l'Est, base de la conquête du reste du territoire. Mais Kharkov était déjà au XIX^e siècle une capitale universitaire avec un établissement supérieur ouvert dès 1805, près de trente ans avant l'université de Kiev.

Lviv, pôle « occidental » de cet espace – quelles que soient les dominations qui pesaient sur elle –, accède après guerre au rôle d'un centre surnommé avec fierté par les Ukrainiens « notre Piémont », par référence aux traditions relativement démocratiques héritées de l'Empire austro-hongrois. Après l'élargissement de l'Union européenne en 2004, elle devient le pivot d'un nouvel espace bien placé pour la communication avec le nouveau voisin de l'Ouest. Une dimension de politique étrangère y avait été initiée auparavant pour tenter de répondre aux moeurs de moins en moins « européennes » de Kiev, favoriser à l'intérieur du pays le dialogue entre les régions et rompre avec les habitudes claniques. Il s'agit par là aussi de transformer en équilibre ce qui risquerait de devenir conflictuel entre les parties occidentales et orientales du pays.

De ce point de vue, on peut dire que Lviv à l'ouest et Kharkov à l'est répondent à deux visions concurrentes de la construction de l'État : d'un côté les germes d'une social-démocratie, de l'autre une affinité plus grande pour l'idée syndicale et l'importance du collectif dans le fonctionnement de l'État.

Mais même si c'est plus modestement au regard des traces laissées par l'histoire, bien d'autres agglomérations constituent des pôles dont le rôle est fondamental pour le développement du pays qui porte en lui le dessin fédéral sans en avoir la structure¹.

1. On verra plus loin comment l'idée fédérale est prise en otage par les forces oligarchiques de l'est du pays, privant ainsi l'État de toute possibilité à terme d'organiser sa « décentralisation ».

Odessa est en ce sens un des exemples les plus significatifs, tant pour son passé de capitale du monde juif, que pour son ouverture sur les mondes méditerranéen et arabe. Elle est le lien entre ceux d'ici et les absents – Juifs, Turcs, Arméniens –, sa pratique de l'humour lui permettant de transposer chagrin ou ressentiment. À l'époque du duc de Richelieu, Odessa était considérée comme la troisième ville de l'empire – sans compter Varsovie qui en faisait alors partie –, principalement pour sa position stratégique au bord de la mer Noire, seconde « fenêtre » après Saint-Pétersbourg.

Il y a les capitales endormies, comme Jokva, Doubno, Berejany ou Kremenets, villes destinées à un avenir plus prestigieux sous l'Empire austro-hongrois, vestiges des « villes idéales » de la Renaissance dont la disposition architecturale était censée répondre à une cohabitation plus harmonieuse des différentes communautés, arménienne, juive, orthodoxe.

Voilà une manière d'entrer dans « le pays des villes », *strana gorodov*, selon l'expression venue des chroniques du Moyen Âge, celui où fleurit cette urbanité marquant aussi la fin de la steppe et le commencement du monde des plaines et des forêts : y bâtir répond à un mouvement naturel. Le caractère pionnier de la pratique architecturale est d'ailleurs revendiqué : la tradition de la cabane en os de mammoth, où les crânes forment avec les côtes une armature dont les charpentiers pourront ensuite s'inspirer, est comparée non sans fierté aux peintures exécutées à la même époque sur les parois des grottes de Lascaux.

Dans le domaine urbain, le savoir-faire contribue à la notoriété. Si la région de Poltava reste attachée au nom de Gogol, la ville d'Opichnia se revendique capitale de la poterie, relevant elle aussi, même modestement, du domaine de la fondation. Les différents responsables politiques s'y

montrent après 1991 soucieux de confirmer par ce biais-là aussi leur attachement aux traditions nationales.

La Crimée hérite d'une capitale historique, Bakhchisarai, centre du monde tatar, nichée dans les montagnes d'où émerge son minaret, et qui entretient des liens autant diplomatiques que commerciaux avec la Turquie voisine.

Sébastopol, capitale à sa manière même sur un territoire exigu, où réside la flotte tant disputée de la mer Noire, semble plutôt répondre à une forme d'extraterritorialité, davantage réputée pour les frictions russo-ukrainiennes que pour les flottes qui y baignent ou la vaillance de ses marins.

Ainsi se manifeste une aspiration que l'on peut ironiquement qualifier de mégalomaniaque à l'état de capitale, chaque épisode de l'histoire tentant de troquer la disparité qu'il a engendrée contre un supplément qualitatif. Ces vertus, revendiquées à voix haute, constituent peut-être une compensation pour le caractère aléatoire des frontières : on n'est sûr de rien, sauf de ce que l'on sait faire.

Les cicatrices laissées par l'histoire – ce que le philosophe Myroslav Popovytch appelle avec humour mais non sans raison le « territoire mal cousu » – sont tenaces : lors des élections de 2004 et de l'affrontement ouvert qui se dessine entre l'État central et la région orientale, il est envisagé durant quelques jours de refaire de Kharkov la capitale – comme en 1917, en 1919 et en 1943¹.

Après la révolution orange, Donetsk se rachète de ses « infidélités » envers l'État central en vantant, sur les chaînes télévisées financées par son oligarchie, l'étendue de ses

1. En décembre 1917 est créé à Kharkov le gouvernement soviétique d'Ukraine et deux ans plus tard, la ville devient capitale de la République soviétique du même nom. À l'automne 1943, les principales institutions de la République soviétique seront de nouveau transférées de Moscou à Kharkov.

mérites, depuis ses ressources économiques jusqu'à la chorale locale.

Kiev n'est pas en reste et se présente bientôt sur les dépliants touristiques comme la capitale de la révolution, sans préciser de quelle subversion il s'agit, ce qui est prudent de sa part : dix ans après le déferlement orange, c'est elle qui prendra la tête de l'« Euro-révolution » avant que ne s'y dressent des barricades, « mur démocratique » censé contenir les errements du pouvoir.

La Rus kiévienne est née au bord d'un océan de steppes. Celles-ci commencent au pied de la muraille de Chine, passent par les steppes de Mongolie, de la Caspienne, puis d'Ukraine, jusqu'aux Carpates et au fleuve Danube. Cet espace ressemblait à un immense chaudron sujet de temps à autre à des éruptions, avec des vagues de tribus déferlant vers l'ouest. Voilà pourquoi la steppe était pour nos ancêtres un monde chaotique, un royaume noir, producteur de mystères.

Il était impossible à la steppe de résister : la ville devait émerger. L'ancienne principauté possédait quatre cents villes et il était logique que Kiev devienne le centre de cet État immense avec l'édification de Sainte-Sophie, elle-même incarnation de la sagesse. Détail important : la construction de la cathédrale Sainte-Sophie s'étend de 1018 à 1037, une époque d'épanouissement pour l'Europe. Mais selon les calculs d'un moine du ^v^e siècle, la fin du monde devait avoir lieu. Durant cinq siècles, le développement économique s'en est trouvé freiné : les gens aspiraient à se protéger, construisaient énormément pour s'entourer de murs censés les défendre contre l'adversité.

Sergiy KRYMSKYĪ, philosophe

Végétation et relief comme frontières ?

D'un côté, existait une contradiction entre la population sédentaire et le mode de vie des nomades, mais de l'autre une forme d'alliance, car l'activité des uns complétait celle des autres.

Iaroslav DACHKEVYTCH, historien

Devient déterminante pour contribuer à la délimitation du pays moins la forme du territoire que sa topographie dont les rugosités tiennent lieu de signalétique : les rives, les surplombs, les presqu'îles ou les enclaves. Les accidents de terrain se chargent de sens, comme autant de signes supplémentaires qui justifieraient d'une existence « à part ».

C'est sur cet espace que s'échoue la steppe et commence la « forêt européenne » dont on comprend combien cet adjectif magique dépasse le règne végétal. Trois espèces florales pourraient ainsi résumer l'état d'esprit régnant dans ces lieux : le chêne, le peuplier et le chardon bleu. Le chêne donne le signal du début de la forêt, situé du côté de Kiev et de Tchernihov, un endroit qui abriterait une population « aux mentalités de sous-officiers et non de directeurs rouges ». Le chêne arrête dans leur course les chardons bleus, *perekati-pole*, ceux qui traversent les « champs » en roulant sur l'étendue de la steppe, sans pouvoir s'enraciner ni que rien ne puisse les arrêter, sauf le « rempart » de la forêt. Il n'est pas exclu qu'ils soient détenteurs d'un message idéologique : Les chardons, amenés par le vent impérial, se déplacent sur de grandes étendues sans jamais pouvoir s'accrocher. Le peuplier dominerait cet ensemble, haut et svelte, représentant d'une noble liberté. Voilà une géographie symbolique, nouveau signe

d'un monde qui se cherche selon d'autres mesures que strictement territoriales.

Faute de pouvoir s'étendre, tout ce qui s'élève ou dépasse est le signe d'un honneur ; ainsi des antiques kourganes, tombeaux scythes aux formes arrondies, dont l'usage se transmet à travers les âges. La mort du cosaque, héros maudit privé d'une véritable sépulture, sera signalée par un modeste tumulus dont le passant comprendra le sens. De même, des villageois de Bucovine façonnent un monticule de terre en 2002 à la gloire de l'indépendance.

Les deux rives du Dniepr marquent un clivage politique : rive gauche et rive droite du fleuve désignent les tentations occidentale et eurasiatique, suscitant cette envie permanente de réconcilier – ou d'éloigner – les deux bords.

Les surplombs servent à la défense, forteresses naturelles que vient parfois renforcer un rempart proprement militaire, comme celui de Khotyn¹ devenu au fil des victoires et des défaites ligne de partage entre les mondes slave, centre-européen et ottoman.

L'absence de frontières nettes contribue sans doute à accentuer des séparations d'un autre ordre – religieuses, humaines, psychologiques. Ainsi le « schisme » – qui désigne dans la Russie du XVII^e siècle une rupture au sein de la religion orthodoxe – s'intègre au discours séculaire.

L'Ukraine, « pays frère » lorsque l'on veut s'en rapprocher, est qualifiée de pays « schismatique » dans les moments de tension, répudiation politique et religieuse se mêlant. En 2001, au moment de la visite de Jean-Paul II en Ukraine, est signifié au pape – ainsi qu'aux pèlerins – que là n'est pas « son » territoire ni évangélique ni politique.

1. Lieu de nombreux affrontements au cours des siècles. La plus grande bataille s'y déroula en 1621 quand les armées polono-lituaniennees comprenant un large contingent cosaque défirent les armées ottomanes.

Pour que l'image en soit plus nette, le patriarche Alexis II rencontre au même moment le président de Biélorussie au point de jonction des frontières russe, biélorusse et ukrainienne, afin d'exhorter les Slaves des trois pays à ne pas mettre en péril « l'unité orthodoxe ».

Au moment des élections présidentielles de 2004, ce qui sépare les deux principaux candidats devient au fil des contestations un schisme, suggérant une fracture autant territoriale que politique : grande est l'envie chez les responsables de la partie orientale du pays d'inscrire cette rupture dans l'État et d'évacuer l'idée d'un changement de pouvoir en « sauvant » une partie du territoire d'un inéluctable revers.

Un an plus tard, allait se produire, selon les commentateurs, un schisme entre le président Iouchtchenko et son Premier ministre Tymochenko et non la confrontation de visions politiques divergentes : l'État n'est toujours pas sorti de ce monde où l'on ne peut se différencier sans en découdre. Les protagonistes se soupçonnent l'un l'autre de chercher des alliances plus à l'Est, avec l'arrière-pensée que le vainqueur sera le premier à faire le compromis avec le voisin russe.

Cette recherche d'ancrages touche également la langue. Après l'indépendance, l'Ukraine passe de la dénomination *na Oukraïni* à *v Oukraïni* signant d'une particule son accès à l'émancipation : *na* suggère l'appartenance « à... », tandis que la préposition *v* indique le lieu.

Voilà aussi une manière de marquer – ou non – sa place au regard de l'histoire : le pays restera-t-il partie d'un ensemble qui l'englobe et le gère de plus ou moins loin, ou sujet à part entière ?

L'idéologie, ce n'est pas seulement la mort, ce sont avant tout des couleurs. Virulentes, denses, elles colorent le corps appesanti du temps : couleur rouge brique, couleur de la

rouille, des vieux tubes, des piliers et des ponts-levis ; les rails sont tachés de rouge, c'est la couleur des wagons de marchandises que l'on fait rouler à côté des vieux ateliers éventrés. C'est elle qui disparaît la dernière, qui résiste le plus, ne meurt qu'à la fin, mais meurt quand même. Couleur verte de l'herbe qui pousse dans les ateliers abandonnés, elle est avant tout âcre et humide, c'est la couleur de la mort. Elle tue les restes de l'industrie, les dernières traces des biographies, dissimule fils.

Qu'y a-t-il sous nos pieds ? Des charniers

*Peux-tu monter au ciel et demander à Dieu
si les choses ont le droit d'être comme ça ?*

Chanson yiddish

La question du lieu se révélait embarrassante – apparitions et disparitions, changements de nom. Furent préférés en conséquence des termes géographiques dénués de connotations idéologiques. Pourquoi pas le relief, ou son contraire, la dénivellation ; voilà qui correspondrait mieux à la situation : le passage de la steppe à la forêt. Mais un fossé, cela commençait de nouveau mal : celui de Babi Yar où 33 000 Juifs furent massacrés en trois jours de septembre 1941¹ ?

À partir de juillet 1941, Berlin impose dans la majeure partie de l'Ukraine centrale un *Reichskommissariat* qui obtient, par la violence, la soumission des populations locales et réserve aux Ukrainiens pronazis le rôle d'auxiliaires chargés des basses besognes de répression et d'extermination. Des unités mobiles nazies – qui suivent la progression

1. Considéré comme le plus grand massacre de l'histoire de l'Holocauste.

du front vers l'est – procèdent à des fusillades collectives ; ce ne sont pas les camps, mais la « Shoah par balles » : les populations de tous âges sont rassemblées, le visage tourné vers un ravin naturel ou creusé sous la contrainte. Un million et demi de Juifs sont ainsi exterminés.

Depuis le XVIII^e siècle, l'immense majorité des cinq millions de Juifs de l'Empire russe avaient le droit de s'installer dans une « zone de résidence » située dans les provinces occidentales de l'empire¹. Durant la Première Guerre mondiale, celle-ci disparaît dans le déchirement des territoires : une partie de la zone devient polonaise ; l'autre est le lieu de toutes les confrontations : entre la Russie soviétique, l'armée blanche, l'armée de la République populaire ukrainienne (UNR), les anarchistes de Makhno, dans un déchaînement de toutes les forces (plus d'un millier de pogroms ont lieu sur le seul territoire ukrainien).

Précédemment ballottée par les changements de souveraineté – hongroise, polonaise, autrichienne, russe –, la population juive sera aussi une victime désignée lors de la grande famine des années 1930 ou de répression contre les « élites » dans les années 1920, appelée « la renaissance fusillée ».

L'éphémère *Rada centrale* de 1917 tente de « réparer » ce passé tragique et donne droit à la communauté juive comme aux autres groupes nationaux de gérer ses centres culturels, religieux ou éducatifs : ainsi s'épanouit cette Kultur Liga créée en 1918 à Kiev², véritable renaissance de la culture yiddish, à laquelle la guerre civile mettra de nouveau un terme.

1. Approximativement la Lituanie, la Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine actuelles.

2. Hommage sera rendu à cette ligue culturelle quatre-vingt-dix ans plus tard lors d'une exposition à la maison d'Ukraine à Kiev (janvier 2008).

Le mouvement porteur de l'indépendance, le Roukh, tente de reprendre à la fin des années 1980 les traditions de la *Rada centrale* et de renouer avec les passés communs ; il réunit toutes les forces démocratiques, ukrainiennes, russes, juives, polonaises ou tatares. L'année de la déclaration d'indépendance en 1991 coïncide avec le cinquantième anniversaire de la tragédie de Babi Yar : pour la première fois hommage est rendu aux victimes et Leonid Kravtchouk prend la parole sur les lieux du crime pour demander pardon devant ses concitoyens juifs que la tragédie ait eu lieu sur la terre ukrainienne¹.

En ce lieu de confrontation permanente avec la mort, la reconnaissance du caractère génocidaire de la grande famine des années 1932-1933 – qui fit six millions de morts et que Staline qualifia de « légendes de famines » – ne pouvait que déclencher un débat politique, autant que mémoriel. Les autorités bolcheviques avaient-elles cherché « intentionnellement » à détruire la spécificité paysanne – nationale ukrainienne ou fallait-il replacer cet épisode dans l'ensemble des famines de l'époque qui frappèrent aussi – même si ce fut moins cruellement – le Kazakhstan et Kouban ?

La reconnaissance de la grande famine comme génocide fut entérinée par diverses institutions internationales, acceptée avec difficulté au Parlement ukrainien et refusée par la Douma russe.

L'Ukraine indépendante y gagnait en tout cas un mot dont elle connaissait les sous-entendus : c'était désormais holodomor – littéralement : « que l'on a laissé mourir de faim sans intervenir ».

1. Ce fait n'avait jamais été reconnu du temps de l'URSS, le régime considérant que c'était le lieu de massacre du peuple soviétique.

Une langue mêlée comme les blés

La majorité des Petits-Russiens eux-mêmes fournissent une preuve solide qu'aucune langue petite-russienne n'existait, n'existe et ne pourra exister et que leur dialecte employé par les gens simples est la langue russe corrompue par l'influence polonaise.

Oukase du ministre de l'Intérieur
de l'empire de Russie Valouev, 20 juin 1863

La langue répond à cette tentative de s'orienter quand le lieu n'est pas sûr : elle est porteuse des entrecroisements culturels, mais charrie aussi l'interdit jusqu'aux temps présents.

L'ukrainien n'accède au statut de langue littéraire qu'au début du XIX^e siècle, mais son enseignement est alors prohibé. Quelques décennies plus tard, les statistiques montreront que les Ukrainiens sont le peuple le plus analphabète qui soit puisqu'il ne connaît pas sa propre langue¹ !

L'identification de la langue à l'État devient bien davantage qu'une revendication. Accéder à l'État sans sa langue, c'est de nouveau passer par les autres, renoncer à sa culture propre, et mimer des structures qui ne sont pas siennes.

La langue est contaminée par l'échange obligé avec les différents voisins et les hésitations quant à son propre destin. Les lacunes de son lexique concernant la construction de l'État la contraignent à l'emprunt. Le polonais marque le vocabulaire abstrait de la langue ukrainienne². Lui sont

1. Décret de 1804 sur l'interdiction d'enseigner l'ukrainien.

2. L.M. Poloura, *Ukrainska abstraktna lesika, XIV-XVII st.* (*Le Lexique abstrait ukrainien, du XIV^e à la première moitié du XVII^e siècle*), Kiev, Éd. Naukova doumka, 1991.

empruntés des termes comme la construction (*boudova*), le pouvoir (*vlada*), la honte (*han'ba*) fréquemment employés dans le Parlement contemporain. Grec et latin occupent également leur place dans ces influences ou modélisations linguistiques avec, par exemple, le terme de contrat (*kontrakt*), emblème du libre marché, nom de la place centrale de Kiev ainsi baptisée au XVIII^e siècle, qui devient « place Rouge » durant l'époque soviétique, puis reprend son nom d'origine pendant la *perestroïka*. Sans compter le mot-clé de révolution (*revolioutsia*) emprunté au latin de gré ou de force par l'ensemble du monde communiste. Tandis que le terme désignant le Parlement contemporain, la Rada, vient par l'intermédiaire du polonais de l'allemand – *Rat*, le conseil – que l'on retrouve dans *Bundesrat*, la chambre fédérale allemande.

L'éclatement de l'Union soviétique provoque une forme de confrontation linguistique – et parfois de compétition politique – entre le russe et l'ukrainien. Ce dernier accède au statut de langue d'État, « humiliant » le russe qui gardera pourtant sa marque dans de nombreux actes administratifs.

Mais la coexistence, le bilinguisme dans lequel baigne l'ensemble du territoire, suscite de nouveaux panachages linguistiques. Le *sourjik* en est le principal produit, résultat d'une confrontation entre les deux langues usuelles qui se mêlent tous vocabulaires confondus. Le *sourjik* s'enracine au XVIII^e siècle dans l'Ukraine de l'Est et pénètre la langue littéraire au XIX^e siècle. Il va jouer le rôle d'un idiome intermédiaire dans le processus d'assimilation, quand la langue russe expulse la langue ukrainienne. Il connaît pourtant des acceptions différentes selon le locuteur : à Kiev, les gens qui parlent le *sourjik* le considèrent comme proche de l'ukrainien, tandis qu'à Donetsk ils le pensent dérivé du russe. Ce n'est ni un argot, ni le produit d'une

couche sociale, mais un mélange linguistique. Le *sourjik* peut également être ressenti comme une « créolisation » de la langue¹, en mettant l'accent sur son caractère de « colonisation » linguistique.

Avec l'indépendance, les mots eux-mêmes ont été soumis à des variations sémantiques porteuses de quiproquos : nombreux étaient ceux qui disaient ne pas vouloir *déru-sifier*, mais « décommuniser », sans pour autant *ukrainiser*, mais plutôt démocratiser.

Dans cette réappropriation, qu'elle passe par des voies linguistiques considérées comme « nobles » ou « dérivées » – vulgaires, populaires, familières –, s'expriment des nuances qui touchent à la façon dont est envisagée in fine la construction de l'État. Ainsi la *hromada* ukrainienne se différencie-t-elle de l'*obchtchina* russe, deux termes couramment traduits par « société » ; dans l'une dominant les échanges au sein d'une assemblée, dans l'autre un mode de rassemblement s'appuyant plutôt sur la responsabilité collective qu'individuelle.

Les petits propriétaires ukrainiens sont vus comme des koulaks (*kourkoul* en ukrainien), ceux qui gardent leurs biens pour eux, contre lesquels il faudra se battre pour les soumettre à la collectivisation. Cependant, les *khokhol* désignent péjorativement les gens de la campagne par opposition aux citadins censés être davantage russifiés, et par là plus proches du centre de l'empire. Ainsi sont nommés les Ukrainiens dans la bouche des Russes quand ceux-ci se veulent ironiques ou humiliants, ce à quoi il leur est répondu qu'ils ne sont que des *moskal* : si Moscou reste un centre privilégié, elle représente aussi l'abus de pouvoir et la violence.

1. Mykola Riabtchouk, *De la Petite-Russie à l'Ukraine : les paradoxes de la construction nationale*, (2000), Paris, Éd. de l'Harmattan, 2003.

Les quiproquos du lexique ne sont pas exempts de sous-entendus et employer un mot pour un autre trahit le locuteur. Ainsi la révolution orange remporta la victoire, en ukrainien *peremoha*, pour laquelle il serait mal venu d'utiliser l'équivalent russe *pobeda*, terme lié à la victoire soviétique de la Seconde Guerre mondiale, dont la stratégie coûteuse en vies humaines laisse bien des arrière-pensées. De même, la victoire des « orange » eut lieu en grande partie grâce à la mobilisation sur Maïdan, mot désignant la place en ukrainien, mais venu des langues turcophones et désignant l'endroit où l'on se réunit. Les « maïdan » vont se multiplier dans tout le pays au cours des événements de 2013. Le lieu de convergence devient le symbole de l'idée démocratique.

La mélopée pour ne pas oublier

Heureusement je vis dans une partie du monde où le passé est terriblement important. Dans cette partie du monde se trouvent tout simplement trop de ruines, trop de squelettes sous les pieds. Je ne peux heureusement pas me débarrasser de cela... Je ne vaud rien sans ma mémoire...

Iouri ANDROUKHOVITCH, écrivain

Dire, s'inscrire dans l'histoire, n'était pas aisé et les ethnologues notent que ce n'est pas le fait du hasard si le roman fait une entrée tardive dans la littérature ukrainienne. Le contexte se prête plutôt aux formes orales, celles aussi qui passent davantage inaperçues. Les *kobzars*, sortes de troubadours venus du Moyen Âge de l'est de l'Europe, surnommés les journalistes de l'histoire ukrainienne, le plus souvent aveugles, parcourent cet espace

accompagnés de leur *bandoura*¹ et disent à voix haute, dans de longues mélopées entrecoupées de récitatifs, ce qu'il convient de taire. Ils seront l'objet de multiples persécutions jusqu'à leur élimination par Staline dans les années 1930. Ceux qui en réchappent reprennent la route en chantant *La Bandoura des fusillés*. Au moment de l'indépendance, la tradition ressurgit et c'est ainsi que l'on peut entendre dans les années 2000 un vieux *kobzar* aveugle mentionner parmi les « hetmans méritants » le chef du Roukh Viatcheslav Tchernovil, mort en 1999 dans des circonstances non élucidées, et le journaliste assassiné Georgii Gongadzé.

En 1840, Taras Chevtchenko² répond aux *kobzars* en donnant ce nom à son plus célèbre recueil de poèmes. Au pied de sa statue, où se rassembleront les démocrates dans les années 2000, ces mots : « Démocrate et rebelle ». Et sur sa tombe : « Ici repose le grand poète révolutionnaire », l'intitulé montrant qu'il est aussi possible de se battre par les mots.

Puis vint la petite apocalypse des temps présents avec Tchernobyl qui fit écrire à Svetlana Alexievitch³ : « Mes livres parlent de ceux qui n'écriront jamais eux-mêmes. Ces livres de voix se trouvent dans la rue... Par centaines... Mais comment les entendre ? En secouant le chaos... »

Ainsi est-il fait écho au *Dit du prince Igor*⁴ narrant la bataille de 1185 entre les troupes du prince de Novgorod Severski

1. Instrument muni d'une cinquantaine de cordes et qui émet un son d'une particulière ampleur. Les récitatifs repris par les « bandouristes » ou « kobzars » sont appelés *douma*, de l'ukrainien « pensée ».

2. *Le Testament* de Chevtchenko est devenu l'hymne national.

3. Svetlana Alexievitch, « Tchernobyl : aller là où il ne faut pas aller », *Autodafé* n° 2, automne 2001.

4. Le plus ancien texte littéraire de cet espace retrace le combat entre Igor, prince de Novgorod-Severski contre les Polovts, peuple turcophone

TOUT UN MONDE

et les Polovts. Comme le gémit la mélopée, hésitant à entamer cette longue geste : « Frères, faut-il commencer le récit en rappelant les anciens temps... » Le récit se termine par ces mots :

« Le chant des anciens princes est chanté
que soit chanté ensuite le chant des jeunes. »

semi-nomade. Version française de Philippe Soupault, précédée d'un essai sur la poésie, eaux-fortes d'Alexandre Alexeïeff, Rolle, P. Eynard, 1950. soupault compare le texte aux *Chants de Maldoror*.

Les enfants de la guerre froide

La révolution sur le bitume

J'ai promis qu'après notre victoire, en une journée sera reconstruit le pavement de la rue Hrouchevski ainsi que le stade Dynamo endommagé. Ils disent maintenant que c'est l'opposition qui doit prendre les responsabilités et conduire le pays vers l'Europe. Deux mois de combat commun ont clairement démontré notre détermination.

« Ensemble vers la victoire », intervention
de Petro POROCHENKO, 25 janvier 2014

À la fin du xx^e siècle, c'est une tout autre épopée que fait entendre la jeunesse, sollicitée par les ouvertures qui s'offrent dans tous les domaines. Avec la *perestroïka*, la boîte de Pandore est ouverte : elle secoue les contraintes et le conformisme précédent, libère la politique – en premier lieu l'esprit de l'indépendance – et la contre-culture.

Le monde estudiantin est en ébullition : associations, journaux, réunions, clubs se multiplient dans le pays, à cheval entre l'ancienne « légalité » et le nouveau cours. La politisation de la société est porteuse et favorise l'épanouissement des différentes organisations de jeunes. Durant

l'année 1989 et au milieu d'une nébuleuse de clubs, trois principaux groupes se distinguent, l'Association des étudiants d'Ukraine qui rassemble des représentants de quatorze villes du centre et de l'est du pays, la Confrérie étudiante dans plusieurs villes de l'Ouest, ainsi que l'Union de la jeunesse (indépendante) d'Ukraine, formée à Kharkov et issue de la diaspora ukrainienne.

Les requêtes de ces formations ne manquent pas d'audace : sont demandés autonomie et statut d'extraterritorialité des universités, dépolitisation du système d'enseignement, interdiction des poursuites administratives contre les étudiants pour motif politique ou religieux, possibilité d'effectuer son service militaire¹ à l'intérieur des seules frontières de l'Ukraine.

Les membres du mouvement Hromada (La Société) stipulent à la même époque leur intention de créer un seul bloc d'opposition au Parti communiste et l'abolition des privilèges de sa nomenklatura. Beaucoup de ces jeunes activistes sont déçus des compromis faits par leurs aînés dans la conduite du mouvement démocratique et réclament l'établissement d'un calendrier pour l'émancipation du pays : « Nous savons qu'il faut se battre pour la démocratie et la souveraineté de l'Ukraine, déclare l'un d'eux à la sortie d'une réunion du Roukh ; deux jours de travail n'ont fourni aucune réponse. »

Ces mouvements informels se rapprochent des organismes officiels de jeunes, les komsomols. Certaines structures y contribuent. Créée à Lviv à l'initiative du Parti communiste, la Société de Leopold² prend contact avec

1. La guerre d'Afghanistan vient de s'achever et plus de trois mille jeunes Ukrainiens y ont laissé leur vie. L'intervention soviétique a duré dix ans, de décembre 1979 à février 1989. Les conscrits soviétiques de toutes les républiques y étaient appelés ; le service était alors d'une durée de deux ans et il n'existait pas de service alternatif.

2. Leopold, la ville du lion, nom latin de Lviv.